



Signe typographique qui représente la conjonction "et"

Bureau de dépôt - Bruxelles X

Belgique - België
P.P. Bruxelles X
1 / 2425

Périodique trimestriel du CIEP/MOC
n° 48 • avril • mai • juin • 2006



*Vivre la
communauté*

**EDITO**

Un combat encore inachevé... 3

ANALYSE

Belges, non Belges, chacun sa voix 4

Pour que «Viv' les communes» du Brabant wallon! 6

La démocratie est un long fleuve tranquille, à Bruxelles? 7

Formations et outils pédagogiques citoyens à Charleroi 8

Et en Hainaut Centre 9

«Viv' la commune» en Hainaut occidental 10

La démocratie, notre meilleure façon de vivre ensemble à Liège 11

La démocratie locale dans tous ses débats 12

Du côté de Verviers 14

Des réflexions de terrain à la scène «Ca ne changera rien! (ou alors...)» 15

MOUVEMENT EN CAMPAGNE

Un Congrès pour la démocratie et la solidarité locales 16

Des sans-papiers occupent les églises 17

De déceptions en solidarité 20

Une visite contre l'extrême droite à Seraing 20

VIE DE L'ISCO

L'ISCO en 2004-2006 21

Un an après l'ISCO? Un «ancien» témoigne 25

MÉMOIRES EN RÉSUMÉ 26**AGENDA** 27**FICHES PÉDAGOGIQUES**

Les trajectoires familiales, un outil au cours d'Histoire



LA LOUVIÈRE, 17 AVRIL 2006. ARRIVÉE À L'ÉGLISE SAINT-JOSEPH D'UN DEMANDEUR D'ASILE EN ÉTAT DE CHOC, IL EST ACCUEILLI ET RÉCONFORTÉ PAR LES OCCUPANTS DE L'ÉGLISE. (PHOTO: CIAVETTA VINCENZO)

Une invitation à la rencontre des sans-papiers

Un peu partout, en Belgique, des sans-papiers occupent les églises. Depuis des semaines, ils se sont installés dans l'église Saint-Joseph, au centre de La Louvière. Quatre photographes: Véronique Vercheval, Vincent Chiavetta, professeurs de photographie à l'Institut des Arts et Métiers de La Louvière et Philippe Coumans et Salvatore Salamone, étudiants, les ont rencontrés et ont décidé de mettre leur art au service de la connaissance et de la reconnaissance des occupants des églises, pour ainsi faire mieux connaître leur situation aujourd'hui en Belgique et leurs revendications.

L'exposition propose environ une centaine d'images dont la moitié est composée de portraits des occupants et l'autre montrant de manière plus large les centres de réfugiés, les manifestations et les autres occupations. Le but était aussi de faire rentrer la population locale dans l'église où l'exposition s'est tenue pendant 15 jours et ainsi provoquer la rencontre avec les occupants.

Ces photos accompagnées de témoignages et de reportages sur leurs actions donnent un visage, une humanité, un nom à ceux que l'on a tendance à ne considérer que comme des problèmes...

Vous aurez l'occasion de découvrir au fil des pages de cette & quelques photos de cette exposition. ■

SI, VOUS AUSSI, VOUS SOUHAITEZ MONTRER CET ÉCLAIRAGE DIFFÉRENT SUR L'ACTUALITÉ DES SANS-PAPIERS EN PRÉSENTANT CETTE EXPOSITION DE PHOTOS, CONTACTEZ VÉRONIQUE VERCHEVAL (TÉL./FAX: 064/26.64.36 E-MAIL: VERONIQUEVERCHEVAL@HOTMAIL.COM) CONTACT EXPO: CHIAVETTA VINCENZO 0479/68.68.96

Comité de rédaction:

Stéphanie Baudot, Christian Boucq, François-David Freschi, France Huart (coordination), Frédéric Ligot, Christian Piret, Michèle Stessel, Nicole Tinant

Secrétaire:

Francine Baillet, Rita D'Agaro, Danielle Gorman

Photos:

Véronique Vercheval, Vincent Chiavetta, Philippe Coumans et Salvatore Salamone (exposition «sans-papiers»)

CIEP communautaire:

Tél: 02/246.38.41, 42, 43 Fax: 02/246.38.25

E-mail: communautaire@ciep.be

Editeur responsable:

Anne Scheune
Chaussée de Haecht 579 - 1030 Bruxelles

Design:

DCL PRINTERS 02 424 06 73
Courriel: dcl.printers@skynet.be
Imprimé sur papier 100% recyclé sans chlore

Un combat encore inachevé...

PAR FRÉDÉRIC LIGOT,
PERMANENT CIEP-MOC
COMMUNAUTAIRE

Le prochain rendez-vous électoral d'octobre 2006 marquera une étape décisive dans la concrétisation du principe d'universalité de la citoyenneté politique. Pour la première fois, en Belgique, les résidents étrangers de nationalité extra-européenne pourront exercer leur droit de vote au niveau communal. C'est l'aboutissement d'une revendication portée par le monde syndical et associatif depuis plus de 35 ans. S'il y a lieu de s'en réjouir, nous sommes pourtant loin de pouvoir clamer victoire. Les chiffres parlent d'eux-mêmes: pour l'heure, une très petite minorité s'est inscrite sur la liste des électeurs. Si cette tendance se confirme, il s'agira indéniablement d'un échec, pour eux, pour nous, pour la démocratie. Il y aurait en effet beaucoup à dire sur les (trop) nombreux obstacles rencontrés par les résidents étrangers dans l'exercice de leur droit de vote. Cela devra être (re)dit et la situation devra immanquablement changer.



Passons également sur le déni du droit d'éligibilité imposé à ces nouveaux électeurs. Toutes les (mauvaises) raisons peuvent être avancées; il n'en reste pas moins que sur le plan des principes démocratiques, cette restriction reste sans fondement et donc absurde. Soulignons ici, encore une fois, la nature foncièrement stigmatisante et vexatoire de l'obligation faite aux électeurs non européens (et à eux seuls) à s'engager préalablement à respecter la Constitution, les lois belges et la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. Rappelons à quel point cette condition - hypocrite, à de nombreux égards - constitue une violence symbolique difficilement admissible pour toutes ces personnes, à la fois sollicitées à intégrer la communauté politique et suspectées en même temps de ne vouloir réellement y adhérer. Et rappelons avec force que les valeurs d'égalité et de liberté s'apprennent et se renforcent dans la pratique quotidienne de la participation démocratique. Les réduire à une pétition de principe, c'est les vouer à rester lettres mortes.

MONS, AVRIL 2006, ÉGLISE SAINTE-ÉLISABETH.
(PHOTO: PHILIPPE COUMANS)

Vivre la commune



Belges, non Belges, chacun sa voix

PAR EDWIN LOOF,
RESPONSABLE SERVICE MIGRANTS CSC

UN SI LONG CHEMIN

Le suffrage universel avance à petits pas en Belgique. Après l'obtention des droits politiques au niveau communal pour les ressortissants de l'Union européenne, voilà qu'enfin, les ressortissants des pays tiers à l'U.E. pourront participer au prochain scrutin communal, avec le droit de vote mais pas l'éligibilité. Cela n'empêchera pas des candidats d'origine non-européenne de se présenter aux élections, le code de nationalité ayant grandement facilité l'accès à la nationalité belge. Il reste encore du chemin à parcourir pour réaliser, sur le plan électoral, l'égalité entre tous les habitants d'une commune.

Et puis, il faudra aborder les autres niveaux de pouvoir pour atteindre une citoyenneté basée sur la résidence et non sur la nationalité.

Au début des années '70, la revendication des droits politiques pour l'ensemble des habitants de la commune émerge à l'initiative des syndicats, puis est relayée par le monde associatif belge et immigré. L'implication des syndicats s'explique par l'histoire du droit de vote aux élections sociales et la dynamique de participation des travailleurs immigrés aux luttes syndicales qui en a résulté.

Dès la loi de 1948, le législateur a considéré que les travailleurs non-belges devaient être intégrés aux travailleurs de l'entreprise et ainsi participer aux élections sociales. On aurait pu raisonner de la même manière au plan communal d'autant plus que le nombre de conseillers et échevins est lié au nombre d'habitants, peu importe leur nationalité.

Pendant 35 ans, cette revendication fut portée par le monde associatif et syndical. L'enjeu était de conquérir un moyen supplémentaire d'émancipation collective des milieux populaires en leur assurant une meilleure représentation politique. S'ils ne votent pas, ils ne comptent pas! Et cela touche aussi les Belges habitant des quartiers à forte densité de population d'origine étrangère, quartiers trop souvent délaissés par le monde politique ou rénovés pour une nouvelle population plus aisée. La revendication des droits politiques s'inscrit dans une approche multiculturelle d'intégration des populations d'origine étrangère: être à l'écoute





CHARLEROI, AVRIL 2006. CET IRAKIEN TENTE D'EXPLIQUER QUE SON PAYS N'EST PLUS QU'UN CHAMP DE BATAILLE OÙ RÉGNE LE CHAOS.
(PHOTO: SALVATORE SALAMONE)

des attentes de l'ensemble de la population pour pouvoir négocier des compromis acceptables par tous et compléter la démocratie représentative par une réelle démocratie participative associant les citoyens à la gestion de leur commune sont autant de défis à relever!

DES OBLIGATIONS POUR VOTER CE 8 OCTOBRE

L'obligation de s'inscrire au préalable sur la liste des électeurs semble un réel obstacle à la participation des électeurs non-belges! En effet, lors des dernières élections communales, seuls 14,35 % des citoyens de l'Union européenne se sont effectivement inscrits!

Alors, rappelons que l'inscription est gratuite, qu'elle ne nécessite la remise d'aucune attestation particulière, que le fait de participer aux élections communales belges ne compromet en rien le droit de participer aux élections dans le pays d'origine. Pour participer aux élections, il suffit de remplir un formulaire disponible à la commune et dans de nombreuses associations avant le 31 juillet au plus tard ¹.

CONDITIONS POUR VOTER AUX COMMUNALES

Pour les étrangers européens (issus des 25 Etats membres de l'Union européenne):

- être âgé de 18 ans au moins le 8 octobre 2006.
 - jouir de ses droits civils et politiques.
 - être inscrit au registre de la population ou au registre des étrangers d'une commune belge au plus tard le 31 juillet 2006 ².
- Les électeurs potentiels européens représentent 19,06 % du corps électoral dans la région de Bruxelles-Capitale et 10,09 % en Wallonie.

Pour les étrangers non-européens: Les mêmes conditions que celles des Européens sont requises. La dernière condition est remplie si on possède une carte jaune (carte d'identité pour étranger) ou une carte blanche (CIRE) de durée limitée ou illimitée. En outre, il est nécessaire d'avoir résidé de manière ininterrompue en Belgique pendant les 5 ans qui précèdent la demande d'inscription.

Toutes les personnes qui résidaient en Belgique avec un document de séjour belge avant le 31 juillet 2001 remplissent cette condition. Il appartient à l'administration communale de vérifier si cette condition est satisfaite. Des recours sont prévus au cas de

refus.

Dans la région Bruxelles-Capitale, les électeurs potentiels non-européens représentent 5,99 % du corps électoral et 0,95 % en région wallonne.

UNE OPPORTUNITÉ À SAISIR

Une fois l'inscription faite, il revient aux nouveaux électeurs comme aux autres d'exercer leurs droits et devoirs de citoyens en s'informant des programmes et en choisissant des personnes qui défendront au mieux leurs convictions et leurs valeurs. C'est une réelle opportunité à saisir. La démocratie ne s'use que si l'on ne s'en sert pas! ■

1. Indiquer nom, prénoms, date de naissance, adresse et nationalité. Signer et déposer le formulaire à l'administration communale ou même l'envoyer par la poste
2. Tous les ressortissants d'un pays de l'Union européenne, titulaires d'un document de séjour belge, remplissent cette condition

DES BROCHURES D'INFORMATION

- **«Je fais entendre ma voix/lk laat mijn stem horen»** (CBAI et Regionaal Integratiecentrum Foyer)
Info: 02/289 70 54 ou mail: elections2006@cbaib.be.
Téléchargeable sur www.cbaib.be et www.bruxellection2006.irisnet.be.
- **Le Manuel du vote des résidents étrangers**
Pour les agents administratifs et acteurs associatifs, il fournit des réponses claires sur le vote aux élections communales des résidents européens et non-européens.
Info: CNAPD: 02/640.52.62, mail: cnapd.dg@skynet.be
Téléchargeable sur www.cnapd.be
- **Le «Passeport de l'électeur» Elections communales 2006. Belge ou étranger, je suis citoyen!** (2ème édition) (Fédération des Centres Régionaux d'Intégration (FECRI))
Cet outil de sensibilisation au vote citoyen est destiné aux futurs votants.
Disponible: <http://elections2006.wallonie.be/apps/spip/IMG/pdf/BrochurePasseportdelécteur.pdf>
- **Brochures d'information bilingue** (français / turc, français / russe et français / arabe).
Info: www.users.skynet.be/sima.asbl





Pour que «Viv' les communes» du Brabant wallon!

PAR ANNE-LISE CYDZIK,
PERMANENTE CIEP-MOC
BRABANT WALLON

Au MOC Brabant wallon, les élections communales se préparent en travaillant dans les communes avec les militant(e)s, à partir de la valisette d'outils «Viv' la commune»¹, mais également avec l'étude chiffrée de l'Institut de sondage et de communication, SONECOM: il s'agit d'une récolte de données tout d'abord sur chacune des 27 communes brabançonnaises², et ensuite sur la province en général selon plusieurs vecteurs³. En attendant la publication complète de l'étude en septembre⁴, un premier article d'Etienne Struyf,

publié en mai, nous fournit en premier une première analyse des résultats⁵.

DES RENCONTRES EN 3 TEMPS

De la mi-avril à la mi-mai, une valise d'outils sous le bras, nous sommes allés de commune en commune à la rencontre des militant(e)s des organisations. Ces premières rencontres étaient coanimées par des animateurs du CIEP et d'une organisation du MOC, bénévole-militant ou professionnel.

Au départ du photo-langage de la boîte d'outils «Viv' la commune», les participants se sont exprimés sur les problèmes particuliers de leur commune. Ensuite, leurs observations et perceptions ont été confrontées aux données de SONECOM, corroborant, confirmant ou infirmant celles-ci. Enfin, le «jeu de cartes» des priorités communales a permis d'établir ensemble des revendications prioritaires pour la commune.

La liberté laissée aux animateurs a donné lieu à des rencontres variées et riches... L'idée de départ était, avant tout, de mener les citoyens à la construction d'un jugement critique, en s'exprimant, confrontant et déterminant, individuellement (d'abord) et collectivement (ensuite), un plan des priorités pour l'avenir des politiques de leur commune.

2^E ÉTAPE: QUID DE L'ENGAGEMENT CITOYEN?

Si ces rencontres ont permis de redécouvrir des terres fertiles en militants, notamment Villers-la-Ville

et Rebecq, et de susciter des engagements qui n'attendent que de se «collectiviser», ce ne fut évidemment pas le cas pour chacune des 27 communes.

Nous avons été très vite confrontés au caractère «régional» du MOC, à la centralisation des activités, ce qui peut être considéré comme positif ou un frein. Il semble qu'historiquement, cette situation n'a pas toujours été considérée de cette façon.

Des demandes, notamment de mise sur pied de section locale, nous ont interpellés, auxquelles nous devons répondre, après concertation avec les organisations.

Nous avons également été confrontés à des réticences de type «Je ne suis pas militant» ou «je suis apolitique», mais également à une méconnaissance du MOC-CIEP et de ses organisations, à des réticences, des incompréhensions, voire des tensions. En effet, le MOC est parfois très peu présent dans certaines communes.

D'ICI LE 8 OCTOBRE: DES ÉVÉNEMENTS CITOYENS

Une nouvelle série de rencontres dans les communes est programmée en juin. Néanmoins, pour les lieux où le nombre de militants est insuffisant ou trop peu représentatif de la population locale, nous avons prévu de relancer une nouvelle invitation citoyenne.

Pour qu'en septembre, dans les 27 communes du Brabant wallon, 28 forums (le 28^e forum étant provincial) puissent avoir lieu, nous devons, dès juin, lancer avec les

LA LOUVIÈRE, AVRIL 2006. EGLISE SAINT-JOSEPH, AHINA ET SA MAMAN ZINETIJE.
(PHOTO: CIAVETTA VINCENZO)



militant(e)s l'organisation pratique de ces événements. Il s'agit notamment de réaliser l'invitation et son affiche, diffuser l'information dans les journaux locaux, inviter des candidats et des associations locales participant aux forums, rechercher une salle et du matériel. Ces forums ont été imaginés pour débattre, interpeller et construire, avec les candidats de chacune des listes de la commune, un avenir plus solidaire et plus égalitaire dans les 27 communes.

Pour lancer ces forums citoyens, le MOC Brabant wallon organisera, début septembre, un événement symbolique: aux postes de frontière de la province, sera distribué un passeport uniquement à certaines personnes. Parce qu'en Brabant, n'entre pas qui veut! Parce qu'il est nécessaire d'être assez riche ou de ne pas être trop pauvre pour y séjourner! ■

1. Pour plus d'informations sur la boîte à outils «Viv' la commune», contacter le CIEP-MOC au 02/246.38.41.
2. Des chiffres sur la population, le logement, les revenus, l'emploi et le chômage, l'accueil de la petite enfance et des personnes âgées, sur la fiscalité et le budget des 27 communes.
3. La population, le logement, les revenus, le chômage, l'emploi, l'enseignement et la formation, la fiscalité et le budget, l'environnement, la mobilité, la santé et le social en Brabant wallon.
4. Pour une version papier du Vade-mecum, contactez le MOC au 067/21 89 91. Une version électronique sera également disponible sur le site www.mocbw.be
5. E. Struyf, Les inégalités se renforcent, nous pouvons le prouver, *Infor MOC*, Mai 2006.

LA LOUVIÈRE, AVRIL 2006. DORCAS, 3 MOIS, NÉ EN BELGIQUE. (PHOTO: VÉRONIQUE VERCHEVAL)



La démocratie est un long fleuve tranquille, à Bruxelles?

PAR MYRIAM DJEGHAM,
SECRÉTAIRE ADJOINTE CIEP-MOC
BRUXELLES

Dans le film dont ce titre s'inspire, les choses ne sont pas si tranquilles lorsque deux cultures de classes se rencontrent. La caricature révèle avec humour deux familles qui s'entrechoquent et ne se comprennent pas. De la démocratie actuelle en Belgique, un cinéaste pourrait aussi tirer quelques caricatures, mais pas toujours aussi drôles.

Profitant du «prétexte» des élections communales, le CIEP-MOC de Bruxelles mène des activités visant à rapprocher, sur le plan local, les élus et les électeurs, deux groupes qui parfois s'entrechoquent, se rencontrent et souvent se comprennent mal. Pour mettre notre goutte d'huile dans les rouages de la démocratie locale, une réflexion est menée sur les procédures et les valeurs démocratiques véhiculées dans nos activités. Il s'agit, en fait, de créer un contexte favorable à la participation des citoyens et à la construction d'une approche critique et collective pour faire avancer leurs revendications.

D'ABORD, FAIRE UN BILAN AVEC LES GENS

Avant de rencontrer les futurs candidats, il nous a semblé important de jeter un regard critique sur les législatures finissantes et les avancées ou reculs sociaux qu'elles ont engendrés. Les habitants de 6

communes bruxelloises ont ainsi pu prendre la parole pour échanger leurs perceptions des politiques menées. Ensuite, pour objectiver les discussions, un outil d'analyse a permis de confronter nos impressions à des chiffres. «Si ma commune m'était comptée» compile les données communales existantes, sélectionnées selon leur pertinence pour une lecture sociale¹. En quelque sorte, chacune des 19 communes bruxelloises est racontée sur le plan du logement, de l'emploi, de l'action sociale, de l'enseignement, etc. Les données d'une commune sont aussi mises en parallèle avec les moyennes régionales et parfois, les chiffres de 2 communes bruxelloises avec les résultats le plus et le moins élevés. En septembre, des rencontres seront organisées entre les électeur(rice)s et les candidat(e)s des principaux partis démocratiques de la commune. Nous réutiliserons une méthode testée lors des élections précédentes, qui facilite la prise de parole du public, même des plus réservés, et évite la mise en avant du candidat qui «cause le mieux».

ET LES NOUVEAUX ÉLECTEURS?

Mais pour pouvoir choisir une liste ou un(e) candidat(e), il faut avoir le droit de voter, le savoir et s'être inscrit sur la liste des électeurs. A Bruxelles, une part importante du public CIEP-MOC rentre enfin dans les conditions d'accéder au droit de voter mais ne le sait pas. Des personnes relais ont ainsi été formées pour informer dans leur lieu



d'engagement sur les critères et les démarches à suivre tout en donnant du sens à cet acte démocratique. A travers nos activités et celles des organisations, nous diffusons un tract de la Région bruxelloise avec des explications orales pour mobiliser les nouveaux électeurs d'origine non-européenne.

Parmi ceux-ci, il y a aussi tous les jeunes qui viennent d'avoir 18 ans. Il s'agit de les encourager à investir leur nouveau rôle. Avec la JOC, les Jeunes CSC et Jeunesse & Santé, une journée autour de Démocratie, Emploi et Sécurité sociale a été proposée aux écoles. 360 jeunes s'y sont impliqués notamment à travers un match d'improvisation.

FACE AUX EXTRÉMISMES

Enfin, même si la démocratie était un long fleuve tranquille, des remous sont malheureusement provoqués par les partis extrémistes. Face à cette situation, le CIEP-MOC s'est activement investi dans la coordination «Extrême droite non merci! Pour que vive Bruxelles», en prenant en charge la formation des militants prêts à aller à la rencontre des électeurs potentiels de l'extrême droite, leur apprenant à semer le doute en dévoilant le véritable visage de ces partis. ■

1. «Si ma commune m'était comptée» est téléchargeable sur: www.mocbxl.be

WAULSORT, 1995. FRÉDÉRIC EST CHANTEUR ET COMPOSITEUR D'ORIGINE ZAÏROISE, EN BELGIQUE DEPUIS 2 ANS 1/2, SON DOSSIER NE SE CLÔTURE PAS ! (PHOTO: VÉRONIQUE VERCHEVAL)



Formations et outils pédagogiques citoyens à Charleroi

PAR ANNA KYRKOPOULOS,
PERMANENTE CIEP-MOC
CHARLEROI

Cette année, le CIEP-MOC de Charleroi a complété son action par des temps importants de formation en lien direct avec les élections communales. Il est évident que des militant(e)s et des citoyen(ne)s bien informés et formés auront un comportement critique face aux programmes proposés et se positionneront davantage au niveau local comme des acteurs de changement, notamment par leur vote responsable.

C'est ainsi qu'un programme de formations axées autour des préoccupations des militants carolorégiens a été initié par le CIEP-MOC de Charleroi. Dans le prolongement de ces formations, des outils pédagogiques ont été inventés pour analyser le budget communal et pour développer une meilleure prise de conscience du phénomène de l'extrême droite ¹.

UN SUJET DE DÉMOCRATIE CITOYENNE:

LE BUDGET COMMUNAL

Objet de nombreux questionnements et d'obscurantismes, document «impénétrable», le budget communal a été choisi par les militant(e)s pour mieux comprendre le fonctionnement d'une commune. Il est, par ailleurs, un excellent outil de participation citoyenne et le reflet des priorités prises par la

majorité locale. Il est aussi un des documents que tout citoyen peut consulter.

De novembre à décembre 2005, cette formation s'est organisée en 8 soirées avec, comme intervenante-experte, la receveuse de la commune d'Aiseau. A partir des informations pratiques et théoriques fournies, les participant(e)s ont élaboré un outil pédagogique qui permet à tout citoyen de mieux saisir les différentes rubriques composant le budget et de mettre en évidence les priorités développées dans la politique communale, via les finances allouées aux différents postes.

UN JEU DE RÔLES POUR MIEUX LUTTER CONTRE L'EXTRÊME DROITE

L'inquiétude des militant(e)s face aux scores réalisés localement par le Front National lors du dernier scrutin a également fait partie des demandes de formation politique. Cette deuxième formation a eu lieu pendant les vacances de Carnaval (3 journées) autour de l'extrême droite. Ses objectifs prioritaires étaient de donner aux participant(e)s une grille d'analyse et de compréhension du phénomène. Ensuite, en collaboration avec certains permanents des organisations, un jeu de rôles a été conçu en vue d'être utilisé avec différents publics. ■

1. Ces outils sont disponibles au CIEP-MOC de Charleroi au 071/31.22.56

Et en Hainaut Centre

PAR SAMUEL THIRION,
PERMANENT CIEP-MOC
HAINAUT CENTRE

Notre campagne d'animation politique s'est déroulée en plusieurs phases dans les deux régions composant la fédération du Hainaut Centre.

A MONS-BORINAGE

Tout d'abord, les compétences et le fonctionnement de la commune ont été abordés pendant trois soirées d'informations générales en trois endroits (Frameries, Dour et Mons). L'objectif était de pouvoir sensibiliser les militant(e)s aux apports du Code de la démocratie locale. Ces soirées ont été animées avec une présentation PowerPoint sur les champs de

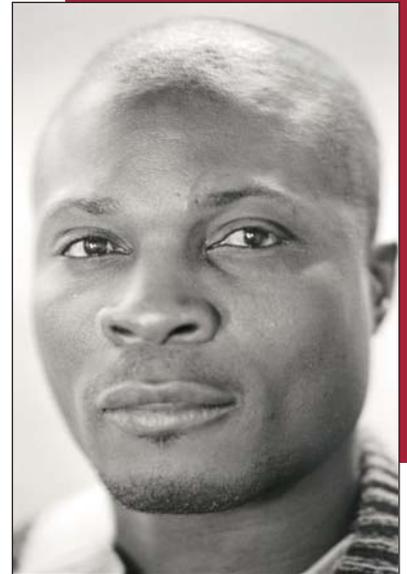
compétences, la structure politique de la commune, le droit de vote et le Code de la démocratie locale. A la suite de ces dernières, des groupes de travail ont été mis en route dans ces 3 communes et à Saint-Ghislain, avec les militant(e)s désireux de s'investir dans un travail d'évaluation communale et de construction de revendications locales.

DANS LA RÉGION DU CENTRE

Des rencontres ont été organisées avec des animateurs locaux des organisations (permanents interprofessionnels de la CSC, responsables de comités de secteurs, animateurs de circonscriptions des Mutualités, animatrices de VF et militant(e)s des Equipes Populaires) pour préparer avec eux les différentes phases de la campagne. Ensuite, nous avons rassemblé les militant(e)s qui voulaient s'impliquer dans ce travail dans les communes suivantes: La Louvière, Manage, Seneffe, Chapelle, Binche, Estinnes et Soignies.

DES OUTILS ET DES PROBLÉMATIQUES COMMUNS

Aussi bien dans le Centre que dans la région de Mons-Borinage, l'outil pédagogique utilisé, le photo-langage, a permis de dégager les problématiques prioritaires des militant(e)s dans leur commune. Cette phase a été marquée par de nombreux débats sur le fonctionnement communal. Des thèmes communs ont été mis en évidence:



LA LOUVIÈRE, AVRIL 2006. OCCUPANT DE L'ÉGLISE SAINT-JOSEPH. (PHOTO: CIAVETTA VINCENZO)

la sécurité, l'environnement et la propreté, les logements, les dynamiques économiques en termes d'emploi, la participation citoyenne et le débat démocratique au sein des communes. Avec l'aide de personnes-ressource, en groupe, une évaluation des actions menées par les communes sera réalisée autour des thèmes choisis. Ensuite, nous poursuivrons notre première approche inductive de la commune en invitant des personnes impliquées sur le terrain, ce qui nous permettra de dresser une évaluation des communes. La dernière étape sera d'organiser les rencontres avec les candidats en septembre.

DU CÔTÉ DE LA COMMISSION JEUNESSE

Voulant sensibiliser aux élections, la Commission Jeunesse du MOC a mis en ligne un blog afin de construire des revendications spécifiques. Ce blog assure notamment le lien entre les différents groupes de jeunes des organisations. Tout le travail de la Commission s'est essentiellement centré sur l'utilisation de ce type d'outil dans une perspective d'éducation permanente. ■

DES OUTILS PÉDAGOGIQUES

- **Democracy** - Destiné essentiellement aux jeunes et à l'associatif, ce très beau jeu de rôle du Portail Démocratie (Fondation Roi Baudouin) sert à construire ensemble une ville afin de vivre et de comprendre la réalité politique locale.
Info et commande: www.kbs-frb.be et 070/233.728
- **La valisette pédagogique «Viv' la commune»** - Réalisée par le CIEP-MOC communal, elle est composée de fiches d'analyse thématique, des manuels d'animation, des fiches techniques d'animation et des jeux pour évaluer les politiques communales et développer un débat.
Info: Ciep Communautaire: 02/246.38.41 mail: communautaire@ciep.be
Site Internet: www.ciep.be/campagne
- **«Ma commune en jeu»** - Jeu réalisé par la JOC pour animer des débats autour des enjeux communaux (enseignement, emploi, temps libres et médias).
Pour info: JOC au 02/513.79.13 ou mail: alternativonsnous@joc.be
- **«Avoir son mot à dire» et «Ma commune: qui? quoi? Comment?»** - Conçus par le CIEP-MOC Brabant wallon, pour faire parler de politique et se familiariser avec les mécanismes de fonctionnement d'une commune.
Infos: CIEP-MOC Brabant wallon: 067/21.89.91 Mail: secretariat@mocbw.be
- **Dossier pédagogique «Ca passe par ma commune» de Oxfam-Magasins du monde**
Pour info: www.capassemagasin.be



«Viv' la commune» en Hainaut occidentale

PAR JEAN-JACQUES HOQUEZ,
SECRÉTAIRE FÉDÉRAL, ET
FRÉDÉRIC PARMENTIER,
ANIMATEUR CIEP-MOC
HAINAUT OCCIDENTAL

Lors de la traditionnelle séance de vœux, la campagne «Viv' la commune» a été lancée, puis présentée aux différentes organisations.

TOUT UN «PÈLERINAGE» CITOYEN ET PARTICIPATIF

Notre périple citoyen a débuté par Ath en janvier avec une rencontre de militant(e)s et citoyen(ne)s pour recueillir leurs principales revendications et ensuite les soumettre aux candidat(e)s des différents partis de leur commune. En parallèle, la campagne «Pansons le Monde Autrement» de Solidarité mondiale et du CIEP a été présentée¹.

Chaque rencontre s'est déroulée selon le même canevas: présentation des réalités socio-économiques de la commune concernée et débat autour de ces données. Les statistiques concernent l'évolution de la population (densité, répartition selon les origines et l'âge); l'activité de la population (travail et chômage); les revenus et l'aide sociale à travers le RIS; la qualité des logements.

En trois mois et demi, le terrain des 23 communes de Picardie wallonne a été balisé et les mili-

tant(e)s des organisations, les sympathisant(e)s, les citoyen(ne)s et les personnalités locales ont été rencontrés. Chaque citoyen(ne) a pu prendre le pouls des réalités socio-politiques de sa commune. Ces différents débats ont permis des échanges animés et constructifs.

DES PRIORITÉS

Avec les citoyen(ne)s rencontré(e)s, des priorités ont pu être dégagées afin de faire pression pour les voir reprises dans les programmes des partis. Le principe étant de peser sur la campagne en s'appuyant sur une réflexion qui a pour origine les constatations des militant(e)s et de promouvoir une démarche de démocratie participative. Plus de 300 personnes (soit environ 13 % des invitations lancées) ont directement exprimé un avis, ou se sont fait l'écho d'une opinion. Suite à diverses demandes, les revendications de certaines communes ont été affinées et ont nécessité une seconde série de rencontres. Ensuite, avant les élections, des débats politiques préparés et animés avec les citoyen(ne)s auront lieu localement. Les problématiques qui apparaissent de manière constante et transversale, sont en lien avec le logement, l'exercice de la démocratie locale, la mobilité et la culture. Les divers sondages des dernières semaines ne permettent pas de mettre en évidence la sécurité et la violence comme des priorités pour les habitants, même ceux des zones dites «plus difficiles». Les inquiétudes sont davan-

tage orientées sur le chômage, l'emploi, les revenus et le confort de vie qui en découle. C'est donc moins l'insécurité que l'évolution de la fracture entre riches et pauvres qui inquiète les citoyens.

L'ACCÈS AU LOGEMENT

La question primordiale en Hainaut occidental se situe au niveau de l'écart entre les revenus et le coût du logement (avec les conséquences, notamment au niveau de la santé). Le flux migratoire bruxellois constitue un des éléments de la diminution de l'accès au logement. En outre, beaucoup de nouveaux arrivants flamands et français, disposant de moyens financiers élevés, font augmenter massivement le prix de l'immobilier locatif et acquisitif. Pour présenter de manière exhaustive cette problématique, un document spécifique sera rédigé par plusieurs associations.

LA PARTICIPATION CITOYENNE

Les citoyen(ne)s souhaitent que des outils soient réellement mis en place pour accroître leur participation, qu'ils puissent aussi au quotidien donner leur avis, interpeller les élus, être consultés, formuler des questions sur des thématiques qui les concernent. Créer (les communes en Hainaut occidental possèdent en général peu de commissions) ou renforcer une réelle participation citoyenne. Il faut donner aux commissions consultatives le pouvoir de rendre un véritable avis, respecté par les responsables politiques en place. Pour cela, des conditions minimales doivent être fournies: notamment dans le nombre et la régularité des rencontres, dans l'agenda. Ainsi, mettre sur pied un échevinat de la participation garant du respect de ces conditions minimales serait une proposition innovante et idéale.

LA MOBILITÉ

Favoriser le covoiturage, renforcer la place du vélo, améliorer les des-

sertes des transports en commun entre les villages et les villes sont les priorités relevées.

LA CULTURE ET L'ENSEIGNEMENT

- Favoriser l'emploi des langues dans les écoles sans créer forcément des écoles d'immersion (qui favorisent souvent un certain élitisme);
- L'enseignement doit être gratuit et solidaire;
- Renforcer la place de la culture populaire et participative. L'évènementiel prend une place trop importante dans les budgets de la culture;
- Soutenir l'associatif et les comités de village via le futur pacte associatif.

SOLIDARITÉ AVEC LE SUD

En insistant sur la solidarité internationale avec la campagne «Pansons le Monde Autrement», nous avons remarqué le peu de crédit accordé à cette problématique au sein des communes. A ce propos, une fonction internationale pourrait être judicieusement créée dans les compétences échevinales, avec l'instaurer d'une commission internationale qui aurait une place prépondérante dans l'action solidaire des communes avec le Sud. ■

1. Nous avons déjà eu l'occasion de présenter cette campagne dans les pages de l'&. Pour rappel, elle s'axe sur l'accessibilité des médicaments génériques essentiels pour les pays du Sud.

BRUXELLES, MARS 2006. OCCUPANT DE L'ÉGLISE SAINT-BONIFACE EN GRÈVE DE LA FAIM.
(PHOTO: PHILIPPE COUMANS)



La démocratie, notre meilleure façon de vivre ensemble à Liège

PAR NICOLAS LAERMANS,
ANIMATEUR AU CIEP-MOC
LIÈGE-HUY-WAREMME

Le CIEP-MOC de Liège a lancé, depuis quelques mois, un programme de formations-animations sur les institutions belges, les élections communales et, de manière plus large, sur la démocratie et l'extrême droite. Sur ces deux derniers thèmes, plusieurs échanges très enrichissants ont eu lieu avec, entre autres, des groupes de stagiaires de Régies de Quartiers ou des groupes de militants locaux de la CSC.

QUESTIONNEMENTS AUTOUR DE LA DÉMOCRATIE

Aborder la démocratie à travers une décision politique concrète est la première étape proposée. Par exemple, les mesures de contrôle des chômeurs, à l'impopularité d'ailleurs justifiée, masquent souvent le fait qu'elles ont été émises par une coalition politique aux couleurs particulières, qu'elles ont fait l'objet de nombreuses négociations, notamment au sein de l'ONEM et que les syndicats ont «limité la casse». Autant de principes qui caractérisent notre système démocratique et une manière concrète d'en aborder les procédures.

La culture du débat et de la négociation se retrouve à tous les échelons de notre société et est moins bien connue que le droit de vote qui, à lui seul, résume trop souvent la définition d'une démocratie. D'autres éléments du système démocratique ont été mis en évidence avec toute leur complexité: le droit de vote nécessaire mais pas suffisant, avec l'obligation d'être complété par des formes de participation; les procédures démocratiques derrière lesquelles se trouvent les notions d'égalité et de liberté, valeurs souvent contradictoires et objets de choix difficiles.

Mais d'où vient alors le léger malaise, voire une certaine frustration qui s'installe bien souvent à ce stade de la formation? C'est là que commencent le vrai débat et les interrogations les plus légitimes:



dans notre système démocratique, le pouvoir économique n'occupe-t-il pas une place disproportionnée? Et dans notre contexte européen et mondialisé? Notre système n'est-il pas lié directement au système libéral dominant qui ressemble parfois à une énorme machine à compromis et à des batteries de petites mesures techniques pour finalement ne rien changer? Débat crucial en regard du nombre croissant de personnes pour lesquelles l'extrême droite finit amèrement par incarner une promesse de changement!

ET POUR TRAVAILLER SUR L'EXTRÊME DROITE

Le phénomène du retour de la «peste brune» a été abordé de manière objective dans nos formations, sans toutefois culpabiliser les participant(e)s, en évitant la peur et l'émotionnel sur lesquels joue tant l'extrême droite. D'une part, l'analyse du cheminement des résultats électoraux des partis d'extrême droite, leurs comparaisons en Wallonie, en Flandre et plus largement en Europe, permettent d'y voir plus clair. D'autre part, se pencher sur leur programme permet de mettre en avant certaines contradictions, pas toujours bien connues: la défense des intérêts des «petites gens» et un système ultra-libéral nationaliste.

Certaines hypothèses d'interprétation du succès de l'extrême droite interpellent de manière efficace.

Constaté que les régions d'Europe les plus riches sont également celles où l'extrême droite récolte le plus de succès permet de mettre en avant non seulement une désespérance des milieux sociaux les plus défavorisés, mais davantage l'attitude de repli et d'anti-solidarité générée par un système inégalitaire pour les «perdants» et, peut-être plus encore, pour les «gagnants» de ce dernier.

La démocratie locale dans tous ses débats

PAR MATHILDE COLLIN,
ANIMATRICE AU CIEP-MOC
LUXEMBOURG

A lors que les futures majorités communales sont déjà presque scellées depuis plusieurs mois, les futures élections sont l'occasion rêvée pour lancer une campagne d'animation politique sur la démocratie locale... Au-delà de l'autodérision, un constat s'impose d'emblée: il y a encore du travail sur ce terrain!

La démarche choisie par le CIEP du Luxembourg s'articule en 3 étapes:

- Savoir ce que l'on veut faire: avoir une meilleure connaissance de la démocratie, des

moyens de lutter pour la démocratie et les écueils qui la menacent;

- Confronter la théorie à la réalité: reconnaître et identifier les faiblesses de notre système politique, élaborer des propositions théoriques pour y remédier et exploiter les possibilités offertes par les textes réglementaires;
- Passer à l'acte à partir d'une meilleure connaissance du fonctionnement institutionnel de la commune.

LA DÉMOCRATIE SUR PAPIER

La démocratie plaît beaucoup aux coureurs d'inaccessibles étoiles, aux amateurs de pétrole et de richesses minières. Ces dernières décennies, la lutte pour la démocratie a subi un glissement de sens, largement relayé par les médias.

Ces changements sont essentiels à déconstruire si l'on veut aborder la démocratie et la lutte contre l'extrême droite. En effet, auparavant considérée comme un combat mené par le peuple pour l'égalité des droits et la participation au pouvoir, la lutte démocratique est devenue une expression générique qui désigne aussi bien une mesure gouvernementale contre l'extrême droite qu'une guerre contre une dictature gênante pour les intérêts économiques, en passant par des mesures sécuritaires qui réduisent les libertés au nom d'un terrorisme et, bien sûr, sans la moindre consultation populaire.

Rappeler que la dictature et la

BRUXELLES, DÉCEMBRE 2005. APRÈS PLUSIEURS MOIS D'OCCUPATION, L'ÉGLISE SAINT-BONIFACE EST LE TERRAIN DE JEU DU PETIT RUDY.
(PHOTO: SALVATORE SALAMONE)



SITES INTERNET

- Un site Internet officiel de la Région wallonne sur ces élections communales: <http://elections2006.wallonie.be>
- L'Union des Villes et Communes de Wallonie (UVCW) diffuse sa Newsletter mensuelle électronique. Site Internet: www.uvcw.be et mail: newsletter@uvcw.be
www.Democratielocale.be

LIVRES RÉCENTS ET DES REVUES SPÉCIALISÉES

- La Démocratie, j'écris ton nom, Sous la dir. de Jean-Marie Faux (Ed. Couleur Livres) est une réflexion philosophique et chrétienne sur les fondements de la démocratie.
- Hervé Broquet, Eduquer à la démocratie (Ed. Couleur Livres) est «plaidoyer pour une éducation à la démocratie».
- «Démignons l'extrême droite» de Christian Boucq et Marc Maesschalck (Ed. Couleur Livres) prolonge et approfondit la réflexion sur la montée de l'extrémisme de droite.
Tél. & Fax: 071/32 63 22 couleurlivres@skynet.be - www.couleurlivres.be
- Un numéro hors-série de la revue *Mouvement communal* (Ed. UVCW, mai 2006)
Service Publications: 081/24.06.41
- Un Numéro spécial de la Revue des Equipes populaires *Contrastes* et un Dossier pédagogique «*Connaître et comprendre la commune*» (Collection Points de repères)
Pour info: 081/73.40.86
- Un dossier spécial de la revue de la Région wallonne *Dialogue Wallonie* «*Au coeur de ma commune*»
Pour le recevoir gratuitement, téléphoner au 0800/1 1901 ou dialogue@mrw.wallonie.be

démocratie ne sont pas les seules options possibles est essentiel à toute initiation politique. Pour les médias, si ce n'est pas formellement une démocratie, alors c'est une dictature. Inversement, si des élections ont lieu dans un pays, alors ce dernier est nécessairement une démocratie. La réalité est - malheureusement- beaucoup plus complexe.

Ainsi, pour défendre la démocratie, il ne suffit pas seulement de déconstruire le discours de l'extrême droite, même si le danger est évidemment réel. D'autres menaces existent sous le nom d'oligarchie, ploutocratie (ou capitalisme) et aristocratie (entre les mains de ceux «qui savent»).

Une campagne pour la démocratie locale devrait donc aussi proposer des outils qui permettent à chacun de se réapproprier l'économie et de critiquer la pertinence des savoirs des «experts». Même si elles pèsent sur la démocratie, ces menaces sont plus subtiles que l'extrême droite, et donc plus difficiles à contrer, notamment parce qu'elles n'ont pas la forme d'un parti politique et utilisent des portes d'entrée beaucoup plus diffuses et impalpables. Elles sont d'ailleurs acceptées et utilisées quotidiennement par des responsables politiques issus de partis

«démocratiques» sans aucun problème.

LA DÉMOCRATIE EN PRATIQUE

L'exercice du pouvoir par le peuple peut, en pratique, revêtir deux formes: une consultation directe ou un système de représentativité. Ces formules ont leurs avantages et leurs limites. En Belgique, où le deuxième cas a été préféré, il importe de combler le manque de contrôle et d'implication citoyenne par la participation.

Les animations politiques dans les groupes locaux ont mis en évidence deux préalables sur lesquels il est nécessaire de se pencher avant toute tentative d'action: apprendre à chercher et à critiquer l'information, et revaloriser la perception que chacun a de ses propres compétences et aptitudes à agir en politique.

Par exemple, analyser ensemble le contenu d'un bulletin communal permet de faire la distinction entre des informations sur les activités ou services à la population, les décisions politiques et l'expression des avis minoritaires ou citoyens. Cet exercice permet aussi de se rendre compte directement des événements passés dans une commune et de saisir que l'information est bien à sa portée. On peut ensuite décliner la batterie de

dispositifs et d'outils de participation mis à la disposition des citoyens et réfléchir concrètement avec eux sur les moyens de les utiliser dans la commune: assistance au conseil communal, droit d'interpellation, commissions et conseils consultatifs.

PASSER À L'ACTION

Plusieurs actions ont été menées et entamées avec les organisations constitutives, parmi lesquelles on retiendra l'organisation d'une table ronde politique à Marche, aboutissement de six animations politiques dans l'arrondissement. Les participants aux animations ont posé directement leurs questions et revendications en matière de démocratie locale aux responsables politiques.

La Commission des aînés du CIEP-MOC a initié la mise sur pied de commissions consultatives du troisième âge dans les communes de la province. La tâche est grande: en effet, seules quatre communes y ont recours et l'utilisent parfois comme une chambre d'entérinement ou un alibi consultatif plutôt que de considérer les aînés comme des acteurs citoyens à part entière. ■

BRUXELLES, 24 DÉCEMBRE 2005. COMMÉMORATION DE LA MORT DE SÉMIRA ADAMU ET DEMANDE DE SUPPRESSION DES CENTRES FERMÉS.
(PHOTO: SALVATORE SALAMONE)





Du côté de Verviers

PAR PAUL BLANJEAN,
 SECRÉTAIRE FÉDÉRAL DU CIEP-MOC
 VERVIERS

Le samedi 21 janvier à Herve, 300 personnes ont participé à la journée de lancement régionale de la campagne «Viv' la commune», qui intégrait contenu politique, dynamique régionale et événement culturel (avec le concert de Didier Laloy).

Deux éléments sont à pointer dans les débats de cette journée: la dimension «égalité hommes-femmes» dans les thèmes et une collaboration accrue avec le monde associatif. Les prises de parole venaient aussi bien des

organisations constitutives du MOC, que d'associations «extérieures», notamment de sans-papiers.

L'égalité entre les hommes et les femmes fut au centre d'une semaine d'animation autour d'une exposition réalisée par les participantes du groupe ISCO Genre et du premier café-politique.

Parmi les autres rencontres, relevons les débats consacrés à l'aménagement du territoire autour du projet Spintay qui vise la revitalisation d'un quartier par la construction d'un centre commercial provoquant la couverture de la Vesdre. Ce sujet brûlant et polémique a attiré respectivement plus de 80 personnes au débat associatif et le double lors de la rencon-

tre avec les partis politiques.

AVEC L'ASSOCIATIF

Pour la première fois, à l'initiative du MOC, se sont retrouvés autour d'une table les défenseurs et les adversaires du projet. D'autres débats sont en préparation autour des thèmes de la mobilité et du logement.

Les collaborations avec le milieu associatif ont aussi permis d'établir des liens entre la campagne du CIEP-MOC et celle des Magasins du Monde-OXFAM en organisant des débats sur le développement durable.

DES OUTILS

Les dossiers du bimensuel régional de Mehdi, Olivier, Claire... et les autres ont traité de questions relatives aux compétences communales. Le budget communal étant une clé essentielle, une formation sur cette question est également en cours. En outre, une enquête sur la connaissance de la commune et l'implication citoyenne a été réalisée sur 5 communes.

Enfin, le nouveau site Internet du CIEP-MOC de Verviers permet de faire connaître les activités menées en éducation permanente sur la région et d'intégrer des positions ou réflexions sur différentes thématiques communales¹.

Les élections provinciales ne sont pas non plus oubliées. Une assemblée commune avec les militant(e)s des MOC de Liège et Eupen est prévue sur ce thème.

Enfin, le CIEP participe aussi à la coordination associative «Verviers ose la Démocratie»². La lutte contre l'extrême droite et la question de l'inscription des étrangers sur les listes électorales sont aussi au cœur du programme. ■

BRUXELLES, 19 NOVEMBRE 2005. MANIFESTATION POUR RAPPELER LA MORT DE PLUSIEURS AFRICAINS AUX FRONTIÈRES DE L'EUROPE. (PHOTO: SALVATORE SALAMONE)



1. Consulter www.espace28.be

2. Plus d'informations, voir le site www.oserlade-

Des réflexions de terrain à la scène

«Ca ne changera rien! (ou alors...!)»

PAR DANIEL ADAM,
ANIMATEUR DE LA COMPAGNIE MARITIME

Les élections communales d'octobre prochain vont, nouveau millénaire oblige, raviver les extrêmes politiques de tous bords. Entre les promesses d'emplois autour d'une bière, les certitudes des lendemains qui chantent, l'assurance de meilleurs égouts et l'engagement sur le cœur ou la foi de la découverte d'une authentique et nouvelle identité culturelle, le futur élu et son indispensable alter ego, le futur votant, parviendront-ils, encore une fois, à ne pas se rencontrer?

C'est en ces termes que le spectacle «Ca ne changera rien! (ou alors...!)» était présenté lors de sa création, en 2000. Depuis, environ 7.000 spectateurs ont pu rire, parfois jaune, des démêlés d'Adrien et Richard dans leur hôpital peu crédible et dans lequel, pourtant, chacun se reconnaît.

POINT DE DÉPART: DES RÉFLEXIONS SUR LES ÉLECTIONS

Mais qu'est-ce qui a bien pu nous pousser à imaginer un spectacle qui parlerait des élections sans avoir l'air d'y toucher et n'hésiterait pas à appuyer le doigt sur le ventre mou de l'électeur prêt à honorer celle ou celui qui lui cirerait les pompes, et à montrer du poing les pratiques peu reluisantes des can-

didats?

Paradoxalement, parce que nous voulions parler des élections, de leur nécessité, de notre envie d'en avoir encore et autant qu'il faudra, parce que le jour où il n'y en aura plus...

Nous voulions parler des élus aussi, de leur limousine de luxe dernier modèle, comme ultime insulte à la face du million de chômeurs du pays.

Nous voulions parler des discours, des prises de position, des attitudes arrogantes, du mépris de certains élus replets.

Nous voulions parler de la volonté de certains d'y croire, quand même: au changement, à l'égalité, aux mêmes chances pour tous, au bonheur!

Nous voulions aussi parler aux plus jeunes, pour leur dire: attention, ce n'est pas du tout cuit, ce n'est pas gagné d'avance. Ne nous ramollissons pas, levez-vous, mettez-vous en marge de l'unique pensée, résistez, résistons!

Nous voulions une histoire simple qui raconte tout ça, sans avoir l'air d'y toucher. Une histoire à rire entre les lignes.

LE TRAVAIL THÉÂTRAL

Ce spectacle s'est créé en plusieurs phases, s'articulant aux avancements des travaux et états des lieux réalisés par les associations avec lesquelles nous avons des liaisons étroites et régulières. La matière théâtrale s'est peu à peu dégagée. Nous ne devons en aucun cas donner des leçons, des modèles, des lignes à suivre. À plusieurs reprises, nous avons

montré, à différents acteurs de l'action culturelle et sociale, des morceaux du spectacle, des états provisoires, en tenant évidemment compte de leurs remarques mais en n'oubliant pas de ramener la réflexion sur notre propos. Avec nos partenaires, nous avons adopté une méthode de travail simple et, semble-t-il, efficace. Au fur et à mesure de l'avancement des rencontres, nous énumérons des questions, des réflexions, des points de vue soumis ensuite au comité d'accompagnement. Bien entendu nous n'étions pas toujours d'accord. Collaborer avec des partenaires ne veut pas dire adopter leur discours. Après tout, il ne s'agissait pas de réaliser un spectacle qui représente l'avis moyen et pondéré d'un groupe de gens, mais bien de nous nourrir des réflexions des travailleurs du terrain pour nous forger une opinion, dont nous savions qu'il nous faudrait la défendre dans des moments particulièrement tendus de la vie politique: les élections. Bien entendu, le monde politique professionnel n'a pas toujours apprécié les propos des personnes. Pour nous, c'était plutôt rassurant...

Est-ce que quelque chose a changé depuis six ans? Oui, bien sûr: nouvelle petite place dans le village, régie de quartier dans la cité, uniformes mauves dans les rues, caméras de surveillance omniprésentes et les églises font à nouveau le plein... Et les affaires alors? Les affaires? Quelles affaires?...¹

1. Le spectacle est de nouveau à l'affiche du 1er au 15 septembre 2006.

Fondée en 1988 et réunissant des comédien(ne)s issus du théâtre-action, la Compagnie Maritime développe avec le monde associatif un partenariat fort d'échanges et d'actions. Nous mettons ainsi sur pied des interventions théâtrales, des ateliers, des formations, des créations. D'autres spectacles ont été créés sur des thématiques au questionnement (rapport de genre, violences conjugales).

POUR PLUS D'INFORMATIONS:
067 878 354 - 0477 662048
WWW.LACOMPAGNIEMARITIME.BE



Un Congrès pour la démocratie et la solidarité locales

PAR PIERRE GEORIS,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU MOC

PETIT REGARD RÉTROSPECTIF

Le MOC s'est retrouvé en Congrès le 10 juin dernier à Court-Saint-Etienne (Brabant wallon), dans cet ancien hangar industriel lié aux usines Henricot, aujourd'hui Parc à Mitrailles lieu d'événements.

Il n'y a pas eu souvent de Congrès chez nous, puisqu'on y cherche vainement une trace entre 1946 et 1988!

En 1988, pourtant, sous la Présidence de Jeanine Wynants, une «démarche Congrès» a abouti. On s'y est redit le sens de la coopération dans un «projet MOC», toutes organisations confondues et on est parti à la recherche des «transversales» sur lesquelles on pouvait se retrouver, au-delà des actions spécifiques de chacun. Un congrès fort ambitieux donc, qui a même entendu Jacques Delors, alors fraîchement nommé Président de la Commission de l'Union européenne¹, accueilli en «guest star».

En 1991, les statuts ont été relus et on a même réussi à... ne pas nous mettre d'accord sur certaines options politiques. A cette occasion, un syndicaliste brésilien, surnommé Lula, celui-là même qui est l'actuel Président de la République du Brésil, a été invité à

la barre! Comme quoi, se faire inviter à une tribune mociste peut augurer d'un certain avenir (mais ne le répétez pas, sinon «ils» seront trop nombreux à se battre pour y accéder!).

Au tour suivant, en 1996, le Congrès a retrouvé une énorme ambition: les «options fondamentales» ont été réécrites, et dans la foulée, pratiquement tout le programme politique, en matière de sécurité sociale, de fiscalité, d'emploi, de culture, de relations entre associations et services publics (c'est dans ce creuset que s'est inventé le «pacte associatif», qui n'était pas encore nommé ainsi à l'époque). Rosine Lewin, une commentatrice extérieure au MOC², l'a décrit comme notre «révolution copernicienne», tant il était surprenant pour des extérieurs de lire dans notre chef des résolutions qui affirmaient la légitimité du service public³.

En 2001, le travail s'est centré sur notre approche de l'éducation permanente et l'action locale.

2006: DES REVENDICATIONS NOURRIES PAR LES MILITANTS

Nous voilà en 2006. Du point de vue du contenu, la cible a été la politique communale, nourri du travail mené lors de la campagne «Viv la commune» menée par le CIEP dans les régions. Il trouve, par ailleurs, sa pleine légitimité par le fait qu'il s'appuie sur des actions locales, des projets concrets, menés dans le cadre du MOC et de ses organisations. Ce n'est pas

au nom d'une fonction de «donneurs de leçons» que nous nous exprimons, mais au nom de toutes ces personnes qui travaillent avec nous, immergées dans les réseaux locaux. En quelque sorte, le Congrès 2006 est un mixte du Congrès de 1996 (un programme politique) et de celui de 2001 (de l'action et de l'éducation permanente, par la pratique), appliqué à un enjeu circonscrit: la vie communale.

DES THÉMATIQUES FORTES ET DÉBATTUES

Les revendications exprimées en 2006 sont organisées autour de quelques thématiques fortes:

- ma commune, j'y habite: il y faut un logement convenable et accessible pour chacun;
- j'y veux une bonne qualité de vie pour tous;
- je la veux solidaire avec l'ici (à l'égard de nos concitoyens les plus défavorisés);
- je la veux solidaire avec là-bas: il y a plein de choses possibles à l'égard des pays en développement;
- je la veux fonctionnant démocratiquement: à tout le moins, la démocratie représentative, que nous ne mettons pas en cause, doit être nourrie de participations citoyennes⁴.

Sur ce dernier point en particulier, le MOC proposera que, dans chaque commune, soit conclu un «contrat associatif» visant à réguler les relations entre le pouvoir communal d'une part, et les citoyens souhaitant s'engager dans la vie politique locale et leurs associations d'autre part.

LE DROIT DE VOTE ESSENTIEL!

Complémentairement, le MOC a réaffirmé l'importance de l'acte fondamental qu'est le droit de vote, en encourageant tous les citoyen(ne)s à l'exercer pleinement et en évitant de donner leur voix à des partis d'extrême droite. Toutes les autorités politiques doivent mettre en œuvre tout ce qui leur est possible pour inciter les citoyen(ne)s à aller voter en connaissance de cause, en particulier les jeunes qui votent pour la première fois, et pour informer les



électeurs non-européens sur leur nouveau droit d'électeur ⁵.

ET LE VOTE AU MOC?

Des personnes notent parfois: «Quand on vote à un Congrès du MOC, c'est incroyable, c'est le genre unanimité moins deux absentes. On se croirait à un Congrès du Parti Communiste d'Union soviétique d'avant Gorbatchev». La surprise ne vient que parce qu'on fait un excès d'honneur au Congrès: on croit que c'est le jour du Congrès que «ça se passe». En fait, le Congrès formel n'est jamais qu'un très court moment dans une procédure. On débat beaucoup avant, et de manière très décentralisée: le vote ne sanctionne alors que ... la vraie unanimité sur certaines questions, mais aussi l'état du compromis interne auquel on est arrivé. En quelque sorte, les participants envoient le signal: «il y a eu du bon travail; en l'état, c'est le meilleur accord auquel on pouvait arriver entre nous». Et donc, sur certaines questions fort difficiles, l'unanimité consiste à accepter que nous allons continuer à en débattre. Les votes quasi unanimes de Congrès sont donc moins l'expression d'une absence ou d'une insuffisance de débat que le salut de la qualité de ceux-ci.

Ne nous le cachons pas: il y a aussi une «culture MOC» qui fait qu'on a plaisir à se retrouver périodiquement entre nous en nombre important. Le Congrès a au moins autant une fonction informelle (des amis se retrouvent en convivialité) que politique. En ce domaine comme en bien d'autres, c'est ce cocktail qui fait tout le charme. ■

1. Qui ne s'appelaient pas encore comme cela. On disait: Président de la Commission des Communautés européennes.
2. Son engagement était au Parti Communiste
3. Il n'y a plus eu sollicitation d'un intervenant extérieur à ce Congrès. Il n'y a plus de messe non plus, mais il n'y a aucun lien de cause à effet.
4. L'ensemble des documents du Congrès 2006 sont disponibles sur demande au MOC au 02/246.38.01. et sur le site: www.ciep.be (campagne Viv' la commune)
5. Date ultime pour s'inscrire sur les listes électorales: 31 juillet 2006.

LA LOUVIÈRE, AVRIL 2006. OCCUPATION DE L'ÉGLISE SAINT-JOSEPH.
(PHOTO: CIAVETTA VINCENZO)

Des sans-papiers occupent les églises

Un mal-être, des situations bloquées et des propositions politiques

PAR VÉRONIQUE ORUBA,
SECÉTAIRE NATIONALE CIEP-MOC

Face à l'occupation par des sans-papiers de nombreuses églises un peu partout en Belgique, et au blocage de leur situation, le Gouvernement a déposé au Parlement des projets de réformes de la loi sur le séjour, concernant la procédure d'asile, la protection subsidiaire, la réglementation particulière pour les personnes gravement malades et un statut particulier accordé aux victimes de la traite des êtres humains. En outre, les règles et

les procédures ont été bricolées pour le regroupement familial de ressortissants hors Union européenne.

LA RÉGULARISATION, UNE PROCÉDURE OUBLIÉE!

La législation actuelle ne comprend aucun critère pour apprécier les nombreuses demandes de régularisation, compétences actuelles de l'Office des étrangers et du Ministre de l'Intérieur. Dans la plupart des cas, un refus de régularisation n'est pas motivé quant au fond mais uniquement sur la procédure. Actuellement, il n'existe pas de commission, ni de tribunal administratif pour trancher les différends. Par contre, un recours au Conseil d'Etat est possible pour vérifier l'exactitude de la motivation. Pendant toute la durée de la procédure, la personne séjourne ainsi illégalement en Belgique sans pouvoir bénéficier de droits sociaux. Néanmoins, pour un certain nombre de situations humanitaires, cette procédure demeure la seule voie pour obtenir un droit de séjour. Entre 1000 et 2000 décisions positives ont été prises ces dernières années.

Aucune procédure légale ni document de séjour ne sont prévus pour les situations ne réclamant qu'un séjour très provisoire en Belgique (moins de trois mois). Dans la pratique, cette lacune est parfois «régulée» par la délivrance d'un ordre de quitter le territoire pour une date qui est alors prorogée. Le refus d'accorder un tel «délai de départ» n'est pas motivé



et un recours au Conseil d'Etat n'est pas prévu. Même lorsqu'on accorde un délai de départ, il n'existe aucune précision sur la légalité du document délivré ni sur les droits qui y sont rattachés.

L'INSÉCURITÉ JURIDIQUE ENTRETIENT UNE IMMIGRATION SPÉCULATIVE

Reléguer une fraction importante de l'immigration dans l'illégalité, la soumettre au pouvoir discrétionnaire du politique et de l'administration entretient, en fait, une immigration spéculative. De plus, les personnes en séjour illégal parient sur des mesures aléatoires de régularisation.

Le fait qu'un grand nombre de personnes s'installent en Belgique sans pouvoir obtenir un titre de séjour et sans pouvoir pour autant être éloignées du territoire, peut déstabiliser à terme nos institutions et miner les acquis sociaux.

Ces personnes sont, en effet, exposées à l'exploitation par des employeurs et des propriétaires de logements insalubres qui profitent de leur situation de détresse. Par ailleurs, les difficultés d'accès aux soins de santé peuvent avoir des conséquences graves, en par-

ticulier pour l'avenir de leurs enfants.

POSITION DU FAM¹ ET DES ORGANISATIONS DU MOC

- Prendre en compte la dimension mondiale des migrations

Dans le contexte mondial actuel, aucune politique ne peut avoir pour résultat, à court terme, une diminution ni même une stabilisation du nombre de migrants, sans une réelle prise en compte de cette dimension et de la diversité des migrations.

- Ouvrir des possibilités réalistes de séjour en Belgique et prévenir la clandestinité

Déterminer en toute transparence les possibilités de séjour en Belgique pour les nouveaux venus et les résidents de fait. Une telle législation de séjour ne vise pas à ouvrir largement les frontières et à attirer davantage de migrants, mais entend prévenir la clandestinité et promouvoir l'égalité de traitement entre tous les résidents.

DES PROPOSITIONS POUR SORTIR DE LA CRISE

- Créer des statuts d'accueil pour raisons humanitaires

Compléter la législation sur le droit des étrangers en y introduisant

des statuts d'accueil pour raisons humanitaires afin de reconnaître la diversité des situations et d'objectiver au maximum la délivrance d'un titre de séjour. Les catégories visées par cette législation sont essentiellement les groupes vulnérables, comme les victimes de la traite des êtres humains, les enfants mineurs non accompagnés, les personnes dans l'impossibilité d'obtenir des documents de retour, les personnes atteintes d'une maladie grave, celles qui ont des attaches durables en Belgique ou sont dans une situation déstabilisante.

De même pour toute personne qui se trouve, depuis trois ans, sur le territoire avec un statut légal précaire ou temporaire, un séjour de durée illimitée doit leur être accordé. Régulièrement, certaines procédures de séjour vont de pair avec une situation administrative précaire et traînent, par conséquent, pendant des années. Un délai maximum est proposé durant lequel l'intéressé doit être assuré de son droit de séjour.

- Procédure pour l'obtention d'un statut d'accueil

En premier ressort, décision prise par un département spécifique au sein de l'administration.

L'appréciation des critères doit être confiée, en premier ressort, à un département spécifique de l'administration et sous contrôle ministériel. La décision sera rendue en accord avec les principes généraux des droits de la défense (audition, assistance, transparence, motivation). Si, au terme d'un délai de six mois, aucune décision n'est prise, alors le demandeur devra être inscrit dans le registre des étrangers et recevoir une attestation d'immatriculation.

Création d'un tribunal administratif spécifique pour le contentieux «étrangers».

Ce tribunal serait composé de plusieurs sections chargées d'examiner les recours introduits contre les décisions prises par l'administration dans l'octroi, respectivement, de statuts d'asile, de statuts d'immigration, de statuts d'immigration temporaire ou de statuts





LA LOUVIÈRE, 14 AVRIL 2006. HASSAN, IRAKIEN
OCCUPANT DE L'ÉGLISE SAINT-JOSEPH.
(PHOTO: CIAVETTA VINCENZO)

d'accueil pour raisons humanitaires. Cette section sera constituée d'un magistrat, un avocat et un représentant du secteur associatif, avec compétence décisionnelle.

- Droits liés aux statuts d'accueil pour raisons humanitaires

Droit de séjour

Les statuts d'accueil permettent soit un droit de séjour temporaire, soit un droit de séjour de durée illimitée. Les personnes n'ayant besoin que d'un accueil de courte durée (3 mois), se trouvant sur le territoire ou se présentant à la frontière sans les documents requis, doivent pouvoir obtenir en toute clarté un permis de séjour de 3 mois pour pallier les lacunes de la législation actuelle.

Droit au travail

Indépendamment de la situation du marché du travail, les personnes qui disposent d'un droit de séjour, même temporaire dans l'attente d'une décision définitive, doivent

avoir accès à un emploi régulier. Dans ce cas, le droit au séjour doit offrir le droit au travail. Un séjour de plus de 6 mois dans une procédure de demande d'accueil ou d'asile doit aussi ouvrir le droit au travail. Le permis de travail est accordé à la demande du travailleur sur vérification du document de séjour et est valable pour n'importe quel employeur aussi longtemps que le séjour est régulier.

- Mesure transitoire: régularisation de toutes les personnes impliquées depuis 3 ans dans un procédure «précaire»

Une réforme structurelle de la politique d'accueil, d'immigration et d'asile devra nécessairement s'accompagner de mesures transitoires permettant à toute personne impliquée depuis trois ans dans une procédure «précaire» d'être immédiatement inscrite dans le registre des étrangers avec un droit de séjour de durée illimitée. Ainsi, les différents services et instances peuvent se dégager de leur arriéré considérable et disposer d'une marge suffisante pour un examen rapide des futurs dossiers. Les demandeurs d'asile ainsi régularisés doivent aussi conserver le droit d'être reconnus comme réfugiés.

- Mesure d'accompagnement: garantir des droits élémentaires pour les personnes en séjour illégal

Indépendamment du statut auquel pourrait prétendre une personne, il convient de définir les droits élémentaires dont doit bénéficier toute personne en séjour illégal en Belgique. Ces dernières doivent disposer, tant qu'elles sont sur le territoire d'un droit élémentaire à l'alimentation, au logement, à l'enseignement et aux soins médicaux. ■

Des sans-papiers de La Louvière parlent...

Ces témoignages accompagnent l'exposition «Sans-papiers» présentée page 2.

Je suis en Belgique depuis 6 ans. J'ai trois enfants de 18, 12 et 5 ans. Quand mon fils parle en dormant, c'est en français... Les enfants pensent comme des Belges. Ils voudraient une vie normale. Mais ils ne peuvent pas aller en voyage scolaire et il nous est interdit de travailler.

Je suis en Belgique depuis 6 ans. Je me suis fait un réseau d'amis mais je suis gêné car ils payent des impôts pour m'entretenir. Moi, il m'est juste possible de travailler au noir. Je voudrais travailler légalement et payer des taxes pour rembourser ma dette au pays qui m'accueille.

J'ai 9 ans. Je viens d'Albanie. Je ne sais pas pourquoi on n'a pas de papiers. J'ai oublié ma langue. Je me rappelle presque rien sauf qu'il y avait la guerre.

Pour avoir des papiers, il faut être intégré. Pour être intégré, il faut du travail. Pour travailler légalement, il faut des papiers...

Je viens d'Iran. J'ai passé deux mois en prison. J'ai été torturé. J'ai fait le trajet par une filière. Le voyage a duré 18 jours. Je n'ai su que j'étais en Belgique que quand j'ai demandé au chauffeur de taxi, à Bruxelles, où j'étais...

Je viens du Congo. Je ne milite pas dans des partis politiques, mais j'ai distribué des tracts pour plus de libertés. Je n'ai pas envie de raconter encore une fois ma vie. Je suis stressée, fatiguée...

De déceptions *en solidarité*

IMPRESSIONS RECUEILLIES
PAR FRANÇOIS-DAVID FRESCHI,
PERMANENT COMMUNAUTAIRE
CIEP-MOC

Kimba est réfugié politique et responsable des occupants sans-papiers de l'église Saint-Joseph à La Louvière. Il nous relate en termes chaleureux et émouvants l'expérience qu'il vit avec ses compagnes et compagnons d'infortune, ses déceptions, mais aussi la fraternité qui se manifeste au sein du groupe et le soutien de nombreux Belges.

GENK, 20 MAI 2006. MANIFESTATION POUR SENSIBILISER LA PARTIE NÉERLANDOPHONE À LA PROBLÉMATIQUE DES SANS-PAPIERS.
(PHOTO: CIAVETTA VINCENZO)



Déceptions provoquées par l'accueil officiel d'une nation démocratique prônant des valeurs de justice et de solidarité, mais pratiquant l'indifférence et le rejet avec, en corollaire, la peur d'être arrêté, l'exploitation dans le travail au noir, la misère morale et psychologique qui, pour lui, est bien pire que l'indigence économique.

Fraternité entre les réfugiés de l'église qui osent enfin parler de leurs souffrances actuelles, mais aussi celles qui leur furent infligées dans leur pays d'origine. Après avoir été dispersés et isolés pendant parfois dix ans en clandestinité -ce qui les a mentalement affectés-, certains d'entre eux retrouvent une forme de thérapie. Un réfugié dans cette situation s'est même écroulé dans l'église lors de la visite du bourgmestre et a dû être hospitalisé d'urgence. Depuis, il a retrouvé du réconfort et de l'amitié auprès de ses compagnons.

Solidarité aussi de la part de certaines personnes résidentes comme ces trois médecins qui les visitent régulièrement. Comme le centre théâtral Indigo qui propose aux gens d'exprimer leur stress grâce à des activités de spectacle. De même, deux jeunes filles viennent, chaque jeudi, distraire les enfants par des occupations récréatives. Le soutien des Louviérois, et spécialement des enfants des écoles, «nous fait spécialement chaud au cœur» conclut Kimba! ■

Une visite contre l'extrême droite à Seraing: *une citoyenneté de terrain*

PAR CÉCILE CORNET,
ANIMATRICE DES ÉQUIPES POPULAIRES
DE LIÈGE-HUY-WAREMME

Etre sur le terrain. Voilà bien notre préoccupation principale ces dernières années. Selon les projets et les réflexions, chacun trouve sa voie pour être sur «son» terrain. Faisons un détour par Seraing, en bord de Meuse, avec ses 60.000 habitants en périphérie liégeoise, ses marchés, ses Italiens et aussi son score d'extrême droite à faire pâlir...

Même au plus profond de la Belgique, on a tous déjà vu les images de cette ville que les frères Dardenne savent rendre poétique. Depuis le stade du Standard, passez le fleuve et vous serez dans le bas de Seraing. Notez que dans la région, les joueurs de foot ne sont pas les seuls à être en rouge, la plupart des majorités communales le sont aussi, même si, lors des dernières élections régionales de 2004, l'extrême droite a réalisé globalement un score de 8,15 %, une belle augmentation de 2,4 % par rapport aux élections fédérales de 2003.



INITIER UN PROJET ENSEMBLE

Les Equipes Populaires de Liège ont choisi d'investir la réalité sociale et politique à Seraing en initiant un projet de visite festive de la commune sur le thème «Et si l'extrême droite était au pouvoir...». Ne voulant pas être moralisateurs, nous nous sommes positionnés du côté de tous les gens et avons décidé d'intervenir sur les motivations des citoyens à faire un tel choix. Le «tous des pourris» et le «on ne nous écoute pas» font bien sûr des ravages. Certaines personnes se sentent bien loin du politique, peu écoutées par ce dernier, et se retrouvent très bien dans le discours poujadiste et populiste des extrémistes.

L'objectif de ce projet a donc été de se positionner comme acteur dans le jeu politique, comme «chaînon manquant» pour contredire les impressions générales négatives. Plusieurs associations ont ainsi été invitées à constituer une plateforme contre l'extrême droite.

POUR LA CITOYENNETÉ ET NON CONTRE L'EXTRÊME DROITE

Un projet combinant les paroles du citoyen, l'analyse du programme du FN et la militance pour l'implication des non-Belges dans la vie politique a petit à petit été mis sur pied. Nous avons donc décidé de baser le projet sur un objectif positif: travailler pour la citoyenneté, et pas contre l'extrême droite.

Ainsi, une tonnelle a été installée sur les marchés plusieurs fois entre janvier et juin. Lors de ces «permanences associatives à ciel ouvert», les passants ont eu l'occasion d'exprimer ce qu'ils pensent de Seraing sur une petite carte anonyme. L'objectif était tout d'abord de montrer qu'il y a des gens qui écoutent les doléances de chacun, mais surtout de susciter la discussion. Un autre aspect de l'animation était d'inviter les non-Belges à s'inscrire sur les listes d'électeurs. C'est pour cette raison que, parmi les animateurs,

se trouvent des personnes parlant l'italien, et dans la mesure du possible, des turcophones. En outre, ce fut l'occasion d'inciter les habitants de Seraing à participer aux soirées théâtrales réalisées dans le cadre de l'animation.

Lors de ces rencontres, nous avons été confrontés de plein fouet aux préjugés et aux raisonnements les plus divers de monsieur tout le monde. Malgré le caractère parfois pénible de notre travail, ce fut là que nous avons découvert son essence et son sens même: comment se comporter face à une personne qui va voter FN tout en connaissant son incompetence; mais simplement parce que cela représente sa seule manière de «faire réfléchir» les partis traditionnels? Comment ne pas prendre en pleine figure ces préjugés sur les Italiens ou sur les femmes voilées (qui animaient avec nous), ou pire comment réagir face à ces Italiens qui invectivent les autres étrangers?

DES PAROLES À PORTER

Par la suite, toutes ces paroles seront exploitées, analysées et reconstruites pour en faire émerger des idées majeures. Ces dernières seront portées littéralement aux représentants politiques lors de la journée de visite de Seraing sur le thème «Si l'extrême droite était au pouvoir». Des arrêts sont prévus devant des lieux symboliques pour y aborder le programme du FN.

Dès son origine, ce projet s'est basé sur une présence aux côtés des gens, dans une dynamique d'écoute et en collaboration avec d'autres associations, pour jeter des ponts entre les citoyens, mais aussi avec le politique. Il a nécessité beaucoup d'énergie mais également a procuré pas mal de reconnaissance et d'enrichissement, notamment avec les partenaires! ■

L'ISCO

en 2004-2006

PAR ANNE SCHEUNE,
DIRECTRICE DU CIEP-ISCO
COMMUNAUTAIRE

L'ISCO

EN PROGRESSION CONSTANTE

Le nombre de groupes ISCO et d'étudiants est en constante progression: **de 14 en 2001-2002** (hors année terminale), nous sommes **à 21 groupes**, avec aujourd'hui **350 «acteurs de changement en devenir»**. Cette augmentation est notamment due à la création annuelle de groupes interrégionaux et à l'investissement des CIEP régionaux qui déploient une énergie importante pour le recrutement et le suivi des étudiants durant leur parcours de formation. Globalement, les équipes de formateurs ont travaillé dans le plus grand respect du programme de l'ISCO, malgré certains aménagements dus aux réalités de terrain et toujours selon les méthodes de l'éducation permanente.

Vu le peu de succès rencontré par le **recyclage des formateurs ISCO**, une nouvelle formule a été testée en 2004-2005: proposer aux équipes d'organiser un recyclage régional. Quelques expériences ont été tentées, mais avec un succès peu convaincant.

En conséquence, en 2006, un recyclage avec trois ateliers thématiques (lutte contre l'extrême

droite, motivation des adultes en formation, énergie) proposait un temps d'apports théoriques suivi d'un échange sur des outils pédagogiques. Faute d'un nombre suffisant de participants, la journée a été annulée.

A ÉPINGLER EN RÉGION

Les quelques activités spécifiques ci-dessous mettent en lumière le dynamisme de tous les acteurs de la formation (étudiants, formateurs, responsables régionaux et communautaires) et les enrichissements apportés par les cours et la dynamique de groupe.

En Brabant

Le groupe «**développement régional durable**» a, en 2005, organisé une rencontre autour des actions communales de développement durable avec une échevine (mobilité) de Perwez et le responsable de cabinet du Bourgmestre d'Ottignies-LLN. Fin 2006, une visite du FEDASIL (centre ouvert pour réfugiés) de Jodoigne est prévue.

Dans le groupe «**action collective**», le travail de filière s'est articulé, dès le début, avec le mémoire-action, afin que, sur base d'un groupe de référence, les étudiants puissent devenir des acteurs de changement. Suite à des contacts, une rencontre entre un méthodologue spécialisé dans l'utilisation de moyens d'expression alternatifs (autres que l'écriture) et les étudiants a été mise sur pied et s'est poursuivie par des réunions plus structurées avec l'équipe pédagogique en 2006. Elles devaient aider les étudiants en difficulté avec l'écrit à réaliser leur mémoire. Lors du cours de OOA, deux rencontres-débats sur les mutations de l'action collective et du mouvement ouvrier ont été organisées entre l'ancien Secrétaire du MOC Brabant wallon, JM Paquay et Guy Bajoit, sociologue. Les étudiants ont aussi lancé un «blog» sur lequel leur documentation est accessible et les échanges d'informations sont possibles.

Le groupe «**femmes et démocratie**» a clôturé 2005 par une rencontre des élues locales et des représentantes d'organisations autour des enjeux féministes dans la politique communale. En 2006, les étudiantes ont rencontré la responsable de la Direction de l'Égalité des chances de la Communauté française, Alexandra Adriaenssens, autour des outils

politiques et administratifs pour la promotion de l'égalité hommes / femmes. Ensuite, elles se sont lancées dans la réalisation d'un outil pédagogique autour des stéréotypes et de la question du genre.

Cinq mémoires ISCO ont été défendus avec succès durant cette période.

A Bruxelles

En juin 2005, une rencontre conviviale **Inter-ISCO** a été organisée, avec une table ronde politique «logement et emploi», une exposition, un montage de diapositives, une auberge espagnole et une représentation de théâtre-forum. Des étudiants de tous les groupes ISCO se sont impliqués dans cet important projet.

Dans le groupe «**développement régional/BAGIC**», une animation-débat autour du film «Daens» et une visite de la bibliothèque universitaire des FUSL¹ étaient au programme de 2005-2006.

Une visite guidée des différents quartiers de Bruxelles a été réalisée par les étudiants de «**animation de projet/BAGIC**», sur base d'une grille d'analyse. Un théâtre-forum a été présenté dans le cadre des 10 ans du Rapport général sur la pauvreté et une découverte de l'Ecomusée du Centre à Bois-du-Luc et de la cantine des Italiens à Houdeng a été planifiée.

Le groupe «**général**», constitué au départ de personnes du secteur de l'alphabétisation, a très peu interpellé et questionné ce secteur. En conséquence, le choix de la filière et des cours à option a été réorienté en fin d'année et un cours de philosophie a ainsi été introduit dès la 1ère année.

Le groupe «**santé autonomie**» composé de 15 personnes a débuté en 2006.

A Charleroi-Thuin

Deux groupes «**animation-gestion**» ont débuté en parallèle en février 2005. L'année d'orientation a été mise à profit pour consolider le groupe et déterminer avec chaque étudiant son ancrage dans un groupe de référence à partir duquel il sera acteur de changement.





LA LOUVIÈRE, AVRIL 2006. OCCUPANT DE L'ÉGLISE SAINT-JOSEPH. (PHOTO: VÉRONIQUE VERCHEVAL)

L'année 2005-2006 a connu une entrée approfondie dans les différentes matières.

Vu une demande importante, un nouveau groupe **«animation-gestion»** a été lancé en 2006.

Au cours des deux années, six étudiants ont défendu avec succès leur mémoire.

Dans le Hainaut Centre

Différentes visites culturelles et deux grosses activités ont surtout été initiées en 2005 par le groupe **«développement régional»**: un week-end autour de la dynamique des groupes restreints (option choisie par les étudiants) et un souper sicilien. Ce souper, qui devait récolter des fonds pour financer leur voyage d'études en Sicile, a connu un vif succès. Leur mobilisation et leur totale prise en charge de ce projet d'échange culturel étaient très importantes. En février 2006, pour des raisons financières, les étudiants sont obligés d'abandonner ce voyage.

Les formateurs se sont investis durant 2 jours dans un atelier inter-culturel, animé par un professeur de l'UCL.

En Hainaut occidental

Le groupe ISCO **«Général»** de Tournai a choisi en 2ème année deux options: les enjeux européens (en lien avec les élections européennes) et un cours de méthodologie de la recherche, pour être mieux outillé pour le

mémoire. En troisième année, le cours de méthodologie de la recherche a été intensifié avec l'objectif que tous les étudiants présentent leur mémoire en fin de formation.

A Liège-Huy-Waremme

En Histoire, diverses visites ont été prises en charge par les étudiants du groupe ISCO **«animation-gestion»** de Liège. En septembre 2005, ils ont découvert les mines de Blégny-Trembleur et la cristallerie du Val-Saint-Lambert, et en novembre, le site d'Arcelor.

En novembre 2006, la rencontre avec les étudiantes du groupe ISCO Verviers s'est déroulée autour de leur exposition sur les revendications des femmes.

En province du Luxembourg

Au cours de sa dernière année, le groupe **«général»** de Libramont a préparé avec les formateurs une journée de débats sur la mondialisation, qu'ils ont aussi animée. Cette thématique a été tout d'abord présentée dans différents cours pour analyser ce phénomène sous plusieurs angles (philosophique, sociologique, économique). Ensuite, une enquête auprès des citoyens a été lancée pour confronter le point de vue de l'homme de la rue à un regard plus analytique. Ce projet s'est clôturé par une après-midi de débat avec un représentant d'une ONG et Claude Rolin, alors représentant syndical de la région. La matinée a été consacrée à la préparation des questions qu'ils souhaitaient leur poser. Cette initiative a été au centre d'un dossier de l'& sur la mondialisation, paru l'année passée, avec des articles des formateurs investis dans ce projet et les étudiants qui en ont fait une évaluation.

Un autre exploit: une majorité des étudiants de ce groupe a présenté en fin de 3ème année son mémoire (9 mémoires sur 12 (75%)). Il représente une première tentative, réussie, d'inscrire la réalisation du mémoire dans le processus de formation. Un travail de balisage scrupuleux du mémoire et une planification stricte des étapes d'avancement ont été les ingrédients de cette réussite.

En 2006, un autre étudiant a défendu son mémoire.

Du recyclage des formateurs du groupe de Libramont, est née l'idée de mener une enquête sur le fonctionnement des sous-groupes à l'ISCO. Son objectif était d'avoir un retour plus précis sur le fonctionnement interne des sous-groupes, en vue notamment de proposer un encadrement plus adapté. Il ressort de cette enquête, que les étudiants manquent d'outils de gestion de groupe, notamment en termes d'évaluation. En conséquence, très prochainement, un outil d'évaluation des sous-groupes sera proposé aux étudiants afin d'effectuer un bilan global de «l'état de santé» du groupe et des individus qui le composent.

En février 2005, un nouveau groupe **«général»** a débuté à Bastogne et un autre à Virton en février 2006. Dans le cadre du cours de «Gestion de projets», le groupe de Bastogne prépare une journée conviviale qui alliera un espace-détente, un repas et des visites culturelles. Le lancement d'une chorale «Les Petits Isconiens de Bastogne» est aussi en route.

A Namur

Le groupe ISCO **«général»** est un autre exemple de soutien aux étudiants dans la réalisation de leur mémoire. S'inspirant de l'expérience de Libramont, les étudiants ont consacré un cours supplémentaire à l'avancement de leur mémoire (assumé par les formateurs et les animateurs, régional et communautaire). Ils y ont reçu des outils adaptés à leurs besoins et difficultés. En initiation politique, ils ont aussi eu l'occasion d'interroger des parlementaires PS, Ecolo et CDH sur leur rôle politique et sur des sujets d'actualité.

A Verviers

Actuellement, un groupe composé uniquement de femmes et centré

sur le «**Genre**» entre dans la dernière ligne droite de sa formation: les derniers cours se termineront en décembre 2006 et grâce à la dynamique générée autour de la mise en place des mémoires, ceux-ci sont en bonne voie de réalisation.

En mars, les étudiantes ont réalisé une petite exposition «Les femmes: quelle histoire!», suite à un travail interdisciplinaire, qui fut suivi d'un débat organisé par le CIEP régional sur la place réservée

aux femmes dans la politique communale, avec des représentants des partis. Les étudiantes avaient au préalable préparé ce débat et ont édité une brochure accompagnant l'exposition.

Régulièrement, des ateliers sont prévus avec des personnes issues d'autres organisations. Des collaborations sont aussi mises en place dans le cadre des cours, par exemple avec l'asbl Garance (formation à la défense verbale), Vie Féminine, les Femmes Prévoyantes Socialistes, le Conseil wallon pour l'Égalité entre les hommes et les femmes.

Enfin, un nouveau groupe de travail sur l'Égalité a été créé au CIEP, en lien avec la dynamique de ce

groupe ISCO. Actuellement, plusieurs étudiantes s'y sont investies.

Trois mémoires ont été défendus par les étudiants verviétois entre début 2005 et juin 2006.

Dans les groupes interrégionaux ISCO-CNE

En première année, le groupe a mis l'accent sur la dynamique du groupe pour «**former de réelles équipes de formation**». Afin de permettre aux étudiants des différents groupes de se rencontrer, ils ont organisé, en inter-groupe, une visite des Parlements fédéral, wallon et bruxellois et une rencontre de différents parlementaires.

Un tableau en bref...

Groupes ISCO		2004 - 2005			2005 - 2006		
Région	Jour	Année	Filière	Nbre Etud.	Année	Filière	Nbre Etud.
BRABANT WALLON							
Nivelles	Mardi	A.O.	Action Collective	24	1ère	Action Collective	22
Ottignies	Vendredi	1ère	Femmes et Démocratie	10	2ème	Femmes et Démocratie	8
Perwez	Vendredi	2ème	Dév. régional	15	3ème	Dév. régional	11
BRUXELLES							
Bruxelles	Jeudi	A.O.	Général	15	1ère	Général	16
Bruxelles	Mardi	1ère	A.G. Projet Bagic	12	2ème	A.G. Projet Bagic	10
Bruxelles	Jeudi	2ème	Dév.Rég. Bagic	7	3ème	Dév.Rég. Bagic	7
Bruxelles	Vendredi	/	/	/	A.O.	Santé-Autonomie	15
CHARLEROI-THUIN							
Charleroi	Lundi	A.O.	Anim.- Gestion	24	1ère	Anim.- Gestion	20
Charleroi	Mercredi	A.O.	Anim.-Gestion	23	1ère	Anim.- Gestion	19
Charleroi	Mardi	/	/	/	A.O.	Anim.- Gestion	19
HAINAUT CENTRE							
La Louvière	Lundi	2ème	Dév. Régional	15	3ème	Dév. Régional	11
HAINAUT OCCIDENTAL							
Tournai	Jeudi	2ème	Général	7	3ème	Général	6
LIEGE-HUY-WAREMME							
Liège	Lundi	2ème	Anim.-Gestion	11	3ème	Anim.-Gestion	11
LUXEMBOURG							
Bastogne	Jeudi	A.O.	Général	25	1ère	Général	19
Libramont	Jeudi	3ème	Général	12	T	Général	12
Virton	Jeudi	/	/	/	A.O.	Général	18
NAMUR							
Namur	Vendredi	2ème	Général	15	3ème	Général	13
VERVIERS							
Verviers	Mardi	2ème	Genre	9	3ème	Genre	7
INTERREGIONAL							
	Lundi	1ère	Action Col.	54	2ème	Action Col.	39
	Lundi	A.O.	Action Col.	38	1ère	Action Col.	26
	Lundi	/	Action Col.	/	A.O.	Action Col.	39
V.H.S.							
Robertville	Mardi	1ère	Féministe	16	2ème	Féministe	6



Le groupe ISCO de l'année d'orientation souhaite lancer de nombreux projets. Notamment la création d'un site internet ou la rencontre de l'auteur après un atelier de lecture collective.

La visite du site du Grand-Hornu et la rencontre d'un ancien et de l'actuel Secrétaire du MOC ont suscité, chez les étudiants, la volonté de s'impliquer davantage dans les actions du mouvement.

Dans le cadre du cours d'initiation politique, les étudiants du groupe de 3ème année ont rencontré Hugues Le Paige autour du film «Il fare politica». Ils travaillent activement à la réalisation d'un projet de voyage leur permettant de rencontrer une réalité sociale différente.

A Eupen

Un groupe ISCO «**Travail d'Education pour les Femmes**» composé de 6 femmes est actuellement en deuxième année. Les cours «pour et avec des femmes» sont surtout centrés autour de problématiques en lien avec leur biographie féminine, en vue de promouvoir la spécificité et la dynamique des femmes, de développer la conscience de leurs capacités intellectuelles, sociales et culturelles. Promouvoir leur capacité d'action collective et solidaire, et participer activement aux discussions et décisions publiques sont aussi des buts recherchés.

EN GUISE DE CONCLUSION

Les chiffres montrent la bonne santé de l'ISCO! En effet, le nombre de groupes et d'étudiants croît annuellement. De plus, que ce soient des rencontres/débats politiques, une organisation d'événements divers (exposition, projection de film, visites,) ou encore des initiatives innovantes en matière d'encadrement pédagogique, les multiples activités recensées témoignent toujours de la créativité, du dynamisme et du questionnement des acteurs investis dans l'ISCO. ■

Un an après l'ISCO?

Un «ancien» témoigne

PAR CHRISTIAN MARCHAL,
ÉTUDIANT ISCO/ BAGIC
LLN 2001-2004

«Mon témoignage (envoyé au CIEP-MOC de Bruxelles) peut être partagé avec les étudiants et futurs étudiants de l'ISCO.»

Merci pour ton témoignage!

«L'ISCO a été pour moi une très chouette expérience. Et pourtant je suis arrivé en début de formation sans projet précis en tête. Je voulais juste en savoir plus sur ce qui m'entourait et construire/nourrir ma réflexion. Pas plus, pas moins. Avec le recul, je peux dire que ça a été au-delà de mes espérances.

D'abord, mon mémoire qui m'a valu beaucoup de reconnaissance, puis, mon admission à la FOPES, ensuite, un nouveau travail plus en rapport avec mes centres d'intérêt et en lien avec mon mémoire.

Avant de faire l'ISCO, l'idée même d'études à l'Université ne m'avait jamais traversé l'esprit. Je trouve ça super que l'ISCO ouvre cette possibilité à des gens comme moi. Je ne suis sans doute pas l'étudiant le plus brillant, mais je ne dénote pas non plus: je me suis aperçu que j'étais meilleur pour le marathon que pour le sprint. La grande différence par rapport à l'ISCO, c'est, en fait, les moyens financiers et humains mis en place par l'UCL.

A propos de moyens, c'est aussi en partie grâce à l'ISCO que j'ai pu

obtenir une bourse d'études de la Communauté française. En effet, les étudiants de plus de 35 ans et qui n'ont pas fait d'études supérieures, ne peuvent pas demander de bourse, du moins pour la première année FOPES. Comme le graduat ISCO est reconnu comme études supérieures par l'organisme qui octroie les bourses, ma demande a donc été reçue et acceptée.

La cerise sur le gâteau, c'est mon engagement comme animateur à L'Autre «lieu», qui est une ASBL qui s'intéresse aux liens entre santé mentale et société¹. L'Autre «lieu» refuse le monopole des professionnels sur la santé et lutte contre toute forme d'enfermement psychiatrique. Elle veille à ce que le bien-être d'une personne soit abordé globalement. Ce qui a déterminé leur choix, c'est mon parcours de vie et l'envoi de mon mémoire.

A L'Autre «lieu», je suis chargé de mettre en place des outils pédagogiques pour les campagnes d'actions. La prochaine commencera au mois de juin et concernera «L'administration provisoire de biens». Je bosse, pour cette campagne, sur une BD et un jeu de société sur le concept des jeux de rôles. (...)

En fait, le seul qui vous en veut à mort, c'est mon (ex)employeur!! (...).

Dans l'espoir d'une rencontre prochaine, vous pouvez compter sur mon amitié et encore merci d'exister.» ■

1. Pour en savoir plus sur L'Autre «lieu»: www.autrelieu.be

Les économies d'énergie réalistes

PAR CLAUDINE BURON,
ÉTUDIANTE ISCO
LIBRAMONT 2002-2005

Parallèlement à l'ISCO, j'étudie l'astrologie et la radiesthésie, des matières qui nous enseignent que tout est énergie. Entre les deux, il y a des points communs. En effet, quand on parle d'énergie, on se base sur le postulat que TOUT est lié, TOUT est relié, TOUT est dépendant de TOUT. De la même manière, dans la formation ISCO, nous observons que nous sommes TOUS dépendants les uns des autres, nous sommes TOUS responsables les uns des autres. L'interaction, l'interdépendance sont des phénomènes présents dans les deux cas.

Pour aborder la question des économies d'énergie réalistes, je suis partie du phénomène d'effet de serre. Quelles mesures ont été prises pour le contrer par le Protocole de Kyoto? Quelles attitudes observe-t-on chez les citoyens? Avant de recenser les mesures imposées aux Etats par le Protocole de Kyoto, j'ai d'abord tenté de comprendre le phénomène dans sa globalité.

Pour réaliser mon mémoire, j'ai mené une petite enquête auprès de mon entourage afin d'observer leur mode de consommation énergétique. Pour finir, j'ai présenté les conclusions succinctes de mon étude.

La terre reçoit en permanence de l'énergie de l'univers. Comme nous vivons dans un système en parfait équilibre, la terre doit lui renvoyer exactement la même quantité

d'énergie. Or, lors de ce renvoi, une partie de l'énergie se fait piéger par les gaz à effet de serre (dioxyde de carbone, méthane, oxyde nitreux, hydrofluorocarbones, hydrocarbures perfluorés, hexafluorure de soufre). Pour contrer ce phénomène, la terre agit comme un corps noir: elle s'échauffe afin de renvoyer une quantité d'énergie plus importante. Lorsque les scientifiques ont eu suffisamment de preuves du risque de réchauffement de la planète, les différents chefs d'Etat se sont réunis à Kyoto, au Japon, et ont mis au point un accord visant à diminuer les émissions de gaz à effet de serre: le Protocole de Kyoto. Les pays industrialisés se sont engagés à réduire de 5,2 % leurs émissions d'ici 2008-2012 par rapport à leur niveau de 1990. L'Europe s'est vu octroyer 8 % de réduction et la Belgique 7,5 %. Vu que chaque région a des obligations différentes, la Wallonie doit réduire ses productions de -7,5 %, tandis que la Flandre de -5,2 % et Bruxelles-Capitale peut aller jusqu'à +3,4%.

Pour mon travail, j'ai mené une enquête auprès de consommateurs d'énergie. Les résultats montrent qu'ils ont, en général, une bonne connaissance du Protocole de Kyoto, de leur consommation en mazout de chauffage et de roulage. Par contre, ils connaissent nettement moins bien leur consommation d'électricité ou de gaz. D'où mon idée de mettre à la disposition des consommateurs des compteurs à recharger avec des cartes à puce, tels ceux qui existent pour les personnes en difficulté de paiement. Avec ce système, les consommateurs pourraient savoir, par exemple, la quantité d'électricité pour 50 euros.

A la question: imaginons un gouvernement radical qui interdirait une seconde voiture par ménage, qu'en pensez-vous?

Malgré mes insistances sur le fait que la proposition était totalement hypothétique et irréaliste, les personnes interrogées refusaient catégoriquement qu'on leur impose de telles mesures et avaient très peur des obligations. D'autre part, l'enquête révèle que les consommateurs souhaiteraient

en priorité que ce soient les autres qui économisent l'énergie et que les chercheurs trouvent des énergies alternatives. Il y a beaucoup d'idées, mais leur réalisation est plus lente. En effet, il n'y a pas de réelle politique d'énergie en Région wallonne, puisque seulement 0,5% du budget global est consacré à l'énergie.

EN CONCLUSION

Le Protocole de Kyoto est une première marche qu'il faut certes franchir pour améliorer le sort de notre planète mais que malheureusement, il n'est que la première d'un grand escalier. Parallèlement, il me semble indispensable de s'orienter vers de nouvelles technologies et les énergies renouvelables. En effet, les scientifiques ne disent pas qu'il faut économiser quelques pourcentages de notre consommation énergétique, mais 60 %, voire 70 % (Greenpeace préconise même 80 %). Pour ce faire, il faudrait une politique à long terme (mais pas du long terme sur 2 ans comme on l'entend à la Région wallonne). Il faut nous projeter beaucoup plus loin, car du point de vue économique, il y a là un marché que l'on ne peut rater. Pour moi, il est également urgent que chacun se sente concerné par l'avenir de l'humanité et prenne conscience que cette dernière, prisonnière d'une multitude d'interdépendances, s'est comportée jusqu'aujourd'hui comme une espèce parasite menaçant ainsi son propre biotope. Notre passivité face à tant de destructions nous en rend complices. ■

WAULSORT, 1995. RAFIK, 38 ANS, ARMÉNIEN
MONTRE LE JOURNAL AVEC LES PORTRAITS DES MEMBRES DE SON GROUPE DE RÉSISTANTS MORTS...
(PHOTO: VÉRONIQUE VERCHEVAL)



Dates à épingler

FORMATIONS DU **Ciep** POUR L'ANNÉE 2006-2007

FORMATIONS POLITIQUES

ISCO - Nouveaux groupes prévus: Namur Général, Brabant wallon Mondialisation altermondialisation, ISCO CNE, Liège Animation-Gestion BAGIC: volonté de création d'un deuxième groupe

JOURNÉES D'ÉTUDES D'ACTUALITÉ POLITIQUE: le 14 novembre 2006 et le 22 mars 2007

FORMATION DES NOUVEAUX ANIMATEURS-TRICES EN INTERMOUVEMENT DANS LE CADRE DU MOC: les 30 et 31 janvier, 27 et 28 février, 27 et 28 mars 2007

FORMATION «DÉMINONS L'EXTRÊME DROITE» (2J)

FORMATION-ACTION «DÉMINONS L'EXTRÊME DROITE» (2,5J)

FORMATIONS À L'ÉDUCATION PERMANENTE

CONDUITE DE RÉUNION (4J).

GESTION DE PROJET EN ÉDUCATION PERMANENTE (3J).

ANIMATION DE DÉBATS (2J).

OUTILS DE BASE DE LA FORMATION ET DE L'APPRENTISSAGE (5J).

RELATIONS COLLECTIVES DANS LE SECTEUR DE L'ACTION CULTURELLE ET SOCIO-CULTURELLE (1 W-E).

TRAITEMENT DE L'INFORMATION - CRITIQUE DES SOURCES (2J).

COMMUNICATION: ARGUMENTATION - ENTRAÎNEMENT AUX MÉDIAS (3J).

RÉCITS DE VIE - TRAJECTOIRES FAMILIALES (2J).

MÉTHODES D'ORGANISATION DU TRAVAIL

ARCHIVAGE (2J)

LE DÉTAIL ET LES DATES PRÉCISES DE TOUTES CES FORMATIONS PARAÎTRONT BIENTÔT DANS UNE BROCHURE DISPONIBLE SUR SIMPLE DEMANDE AU CIEP AU 02 246 38 41 ET SERONT EN LIGNE WWW.CIEP.BE

FEMMES EN RÉSISTANCE DANS UNE SOCIÉTÉ DE VIOLENCES (SEMAINE D'ÉTUDE DE VIE FÉMININE)

Dates: **du lundi 3 au mercredi 5 juillet 2006**

Lieu: Abbaye de Floreffe (7 rue du Séminaire, 5150 Floreffe)

Nous sommes dans une société de violences: sexisme, contrôle social, discours sécuritaire, coût de la vie... Mais les alternatives sont possibles! Des pistes d'action et de réflexion (exposés, débats, ateliers) viendront nous renforcer pour construire ici et maintenant des rapports sociaux différents de ceux qui prédominent.

INFORMATIONS: VIE FÉMININE - SECRETARIAT NATIONAL - TÉL: 02 227 13 00

E-MAIL: SECRETARIAT-NATIONAL@VIEFEMININE.BE - WWW.VIEFEMININE.BE

LES JOURNÉES DU PATRIMOINE SUR LA CITOYENNETÉ AUTOUR DU LOGEMENT SOCIAL DE BRAY (BINCHE)

Les 9 et 10 septembre

Le CIEP-MOC du Hainaut Centre, avec le CARHOP, organise une exposition «Vivre en Cité» retraçant l'histoire du logement social et en particulier de la cité ouvrière du Levant de Mons (Bray), ainsi que des visites guidées de la cité ouvrière et de son église.

Où: Eglise art-déco de Bray - Exposition accessible de 9h30 à 17h30 et visites guidées (Inscriptions souhaitées au 064/23.80.23)

Le 11 septembre: visites réservées prioritairement aux écoles et au monde associatif (Inscription obligatoire au 064.23.80.23.) et débat en soirée sur la problématique actuelle du logement

POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES, CONTACTER PHILIPPE COUMANS: TÉL: 064/23.80.23, FAX: 064/23.80.25 ET COURRIEL: P.COUMANS@CIEP-HAINAUTCENTRE.BE

Adresses des centres régionaux du Ciep

BRABANT WALLON

boulevard Fleur de Lys, 25
1400 Nivelles
067/21.89.91

BRUXELLES

rue Pléтинckx, 19 - 1000 Bruxelles
02/508.89.60

CHARLEROI - THUIN

Charleroi

boulevard Tirou, 167 - 6000 Charleroi
071/31.22.56

Thuin:

rue du Pont, 11 - 6530 Thuin
071/59.16.13

COUVIN

rue de la gare 1 - 5660 Couvin
060/37.84.48

DINANT - PHILIPPEVILLE

rue E. Dinot, 21/Bte 6 - 5590 Ciney
083/21.24.51

HAINAUT OCCIDENTAL

Tournai:

av. des Etats-Unis, 10 Bte 8
7500 Tournai
069/88.07.64

Ath:

rue de Gand, 28 - 7800 Ath
068/84.34.31

Mouscron:

rue St Pierre, 52 - 7700 Mouscron
056/33.48.68

LA LOUVIÈRE

rue du Marché, 6 - 7100 La Louvière
064/23.80.20

LIÈGE

rue St Gilles, 29 - 4000 Liège
04/232.61.61

HUY

av. Albert 1er, 6 - 4500 Huy
085/21.11.33

LUXEMBOURG

rue des Déportés, 39 - 6700 Arlon
063/21.87.33

MONS

rue des Canonnières, 3 - 7000 Mons
065/35.39.63

NAMUR

place l'Illon, 17 - 5000 Namur
081/22.68.71

VERVIERS

rue Laoureux, 28 - 4800 Verviers
087/33.77.07

CANTONS DE L'EST

VHS - Rotenbergplatz, 19 - 4700 Eupen
087/59.46.30



Le Centre d'Information et d'Education Populaire du MOC
(CIEP), est chargé des activités éducatives et culturelles du MOC.

Organisés en équipes régionales et communautaires, nous appuyons à travers la formation les activités du MOC et des organisations qui le constituent. Notre souci est de donner aux groupes et aux individus les outils nécessaires à leur engagement comme acteurs et citoyens et de participer au développement d'une société démocratique par une réelle démocratisation du savoir et une valorisation de l'action collective.

Notre originalité réside essentiellement dans la philosophie de notre travail et dans notre expérience accumulée d'une pédagogie participative notamment à travers l'ISCO.

L'éducation permanente est notre quotidien, la formation notre spécialité.

Contact:

Centre d'Information et d'Education Populaire
Chaussée de Haecht, 577-579
1030 Bruxelles
Tél.: 02/246.38.41-42-43
Fax: 02/246.38.25
e-mail: communautaire@ciep.be



Avec le soutien de la Communauté Française de Belgique